

# Etude sociologique

**Commune de Cernex**

Avril à novembre 2017

---

Synthèse et présentation des résultats

**SARL B.S.A : Bureau de Sociologie Appliquée**

16 rue Broquedis / 64 200 Biarritz

Fixe : 05 24 33 31 97

Email : [contact@bsa-sociologie.fr](mailto:contact@bsa-sociologie.fr)

[www.bsa-sociologie.fr](http://www.bsa-sociologie.fr)

SIRET: 509 879 979 00045

*« Ces nouveaux venus eux même, au bout d'un certain temps, semblaient admettre avec une sorte de résignation qu'ils appartenait à un groupe de vertu et de respectabilité moindre, ce que leur conduite ne justifiait que pour une petite minorité. Ainsi, rencontrait-on dans cette modeste collectivité qui avait tout l'air d'être une constante universelle de la configuration des établis-marginaux : le groupe installé attribuait à ses membres des caractéristiques humaines supérieures ; il se gardait de tout contact social autre que professionnel avec les membres du groupe ; le tabou entourant de tels contacts était perpétué par des moyens de contrôle social. »*

Didier Lapeyronnie

# SYNTHÈSE

La présente synthèse vient en complément du document de diffusion du 30 novembre 2017 intitulé « présentation des résultats ». Ce dernier présente plus exhaustivement les résultats recueillis. Il s'agit ici de mettre en perspective les grands axes de résultats issus de l'analyse sociologique.

## *Tropisme*

Il est nécessaire de le rappeler, cette étude n'avait pas pour vocation de « trancher les débats » concernant l'avenir du territoire mais bien d'éclairer les mécaniques à l'œuvre à l'aune d'un travail d'objectivation de la réalité sociale locale et ce, en complémentarité avec l'étude économique réalisée en parallèle.

Quelques observations liminaires sont utiles à la contextualisation de l'étude sociologique à Cernex. Cette dernière doit être appréhendée au plus près du caractère singulier, à plusieurs titres, du contexte d'intervention. En premier lieu, la possibilité offerte de déployer une méthodologie d'ampleur pour une commune de 1000 habitants constitue un cas rare mais compréhensible dès lors que les enjeux à l'œuvre dépassent largement la question communale. Premier indicateur des difficultés à construire une vision concernant l'avenir du territoire, le pilotage d'une telle démarche sans portage ni même relais intercommunal peut laisser circonspect l'observateur extérieur. Cela n'enlève rien à la richesse du matériau de recherche qui a consisté à enrichir les méthodologies macrosociales d'une démarche quantitative exhaustive (54,4% des habitants de Cernex de plus de 18 ans ont été sondés) associée à une démarche qualitative d'ampleur. Cette étude répond donc au choix de privilégier une méthode exploratoire, plus à même d'identifier des profils et des enjeux émergents dans un contexte de mutation. Les rencontres « à domicile » ont permis de comprendre les réalités sociales locales au plus près des préoccupations, des pratiques, des représentations, plus généralement de l'environnement sociopolitique des citoyens. Des entretiens exploratoires ont aussi permis de rencontrer des acteurs locaux investis dans le champ politique et/ou associatif, à Cernex et en dehors.

L'échantillon quantitatif, présenté dans le document de restitution, englobe des hommes et des femmes, des actifs, des retraités de 18 à 87 ans. Il se caractérise par une surreprésentation des retraités et des « anciens » habitants : 33% des répondants ont plus de 60 ans (alors qu'ils représentent 20% de la population communale selon le RP Insee 2014). 76% des répondants habitent la commune depuis 10 ans ou plus (contre 56% des ménages selon le RP Insee 2014). Toutes choses égales par ailleurs, 2 variables explicatives se sont avérées les plus significatives pour mesurer les écarts de perception : l'appartenance à une association et le nombre d'années de résidence à Cernex (ancienneté sur le territoire indépendamment de l'âge). Ces premiers résultats confortent les premières données exploratoires recueillies témoignant de l'importance de la mobilisation associative d'une part, de sa porosité avec la politique locale d'autre part. Ces corps constitués pensant et agissant, portés par un sentiment de représentativité sont, nous le verrons est générateur « d'inférences erronées ». Ce concept sociologique définit la tendance d'un groupe à prendre la partie pour

le tout et à généraliser une représentation subjective socialement située. L'étude montre pourtant qu'il existe schématiquement deux réalités ou plutôt de catégories de perception à Cernex et que le discours public n'en porte qu'une au détriment de l'autre.

Avant d'aller plus avant sur ces derniers propos, notons enfin que la mobilisation des associations locales, pour le reste fort dynamiques, a également participé d'une politisation de l'enquête sociologique, ce qui constitue en soi un biais à prendre en compte mais également un élément d'analyse. Derrière les questions posées, l'instrumentalisation des questions et les forces de persuasions étaient clairement mises en synergie avec pour ligne directrice l'opposition frontale, parfois binaire au Maire par le biais d'une revendication « pro-CCPC » sur fond de logique identitaire. La stratégie consista ainsi pour certain à investir sciemment le questionnaire en mobilisant les habitants, à des fins politique, pour infléchir les résultats. Ce que l'on pourrait qualifier, dans d'autres contexte, de campagne politique.

L'étude n'a pas vocation, nous l'avons dit, à arbitrer les débats de fond bien qu'elle proposera quelques modestes ouvertures sur la centralité contestable des débats actuels en fin de document. Il s'agit néanmoins dans cette étude de situer comment un sentiment de légitimité d'action renforcé par un sentiment de légitimité historique participe de la construction de sous-catégories citoyennes. Dès lors que l'on est pas natif, ancien, héritier, faisant partie d'association, on ne peut faire entendre un autre discours qui, bien que partial et partiel, se veut dépositaire d'un tout. En ce sens, la porosité entre le monde associatif et le politique cultive un sentiment de rupture locale avec le politique cristallisé par la symbolique du Maire, qui outre les arguments fourre-tout de la « personnalité », dessine à lui-seul les contours du mauvais objet mettant à mal les stratégies de maintien des logiques en place. Le débat local s'inscrit donc dans un rapport de force sans concession qui, plus qu'une question de forme, s'inscrit dans une opposition symbolique d'une part et de fond d'autre part, si l'on considère la teneur de débats, là aussi singulier. Là où la question des périmètres de la gestion publique n'agite généralement guère en dehors de la sphère des élus locaux, le débat pénètre en effet la citoyenneté locale. Ce débat n'est pas non plus technique, en atteste, malgré des frontières administratives (communes membres) bien identifiées pour la CCPC (71%), la reconnaissance des compétences souvent partielle et confuse, y compris des plus investis.

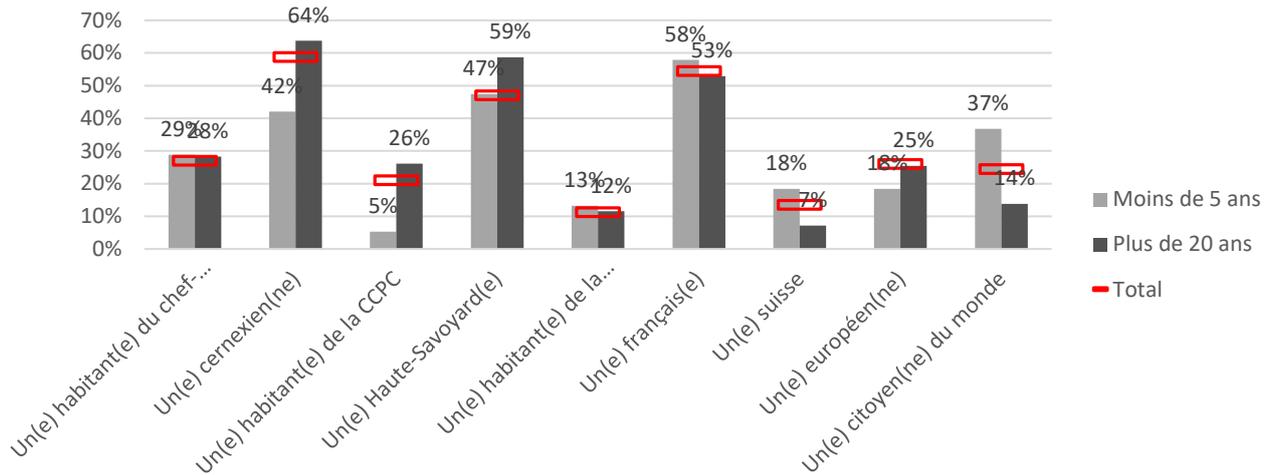
## Carrefour historique et mutation sociologique

Avant d'aller plus avant sur ce dernier point, il convient d'appréhender l'histoire politique du territoire : « *L'histoire du district implique l'importance d'intégrer cette vieille histoire de quarante années dans les changements à venir* » indique un élu du territoire. Porté par un très fort taux d'intégration fiscale et une organisation politique incarnée par un chef de file historique, le Sénateur Pellarin, les récits relatifs au district portent la vision d'une société homogène guidée par un seul homme. Cette époque structurante pour le territoire participe paradoxalement de la construction d'idéal et freine la capacité à se poser les questions relatives à une mutation pourtant inéluctable. Précurseur en matière d'intercommunalité, structuré politiquement derrière un seul chef, solidaire en matière de développement, l'EPCI fait face aujourd'hui à une réalité toute autre dans le sillage des volets successif de réformes territoriales. La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) redessine en effet l'organisation politique et administratives des territoires et réinterroge *ipso facto* les périmètres d'intervention de l'action publique. La vie démocratique locale ne va donc plus de soi, peine désormais à construire un sens global et génère un sentiment d'opacité autour de pratiques d'usages. Ainsi, une grande majorité des personnes interrogées appelle à la transparence de la vie démocratique, justement parce que les règles du jeu sont en passe de changer et que les équilibres locaux s'en trouvent menacés. En ce sens, l'attachement à la CCPC peut s'interpréter par le maintien d'une accroche identitaire concrète et une marque de refus d'un élargissement trop important des périmètres de la coopération intercommunale au sein desquels, une petite commune de 1000 habitants peinera à défendre ses intérêts. L'histoire du district cumulée à cette dimension politique qui répond elle-même à une logique d'intensification des flux, d'accélération des évolutions économiques et démographiques depuis le début des années 90 joue un rôle considérable dans la construction d'une forme de résistance. Cette profonde mutation se traduit pourtant par l'augmentation du nombre d'habitants et de logements bien freinée au maximum par les acteurs les plus historiques. Elle s'incarne également par les logiques de flux domicile-travail très majoritaires vers le nord de Cernex et en direction de Genève pour un actif en emploi sur deux. Plus que les changements en tant que tel, c'est la rapidité à laquelle ils interviennent qui génère une forme d'angoisse locale, de crainte pour l'avenir et donc une tendance forte à se prononcer pour le maintien de « ce qui existe déjà ». Ce maintien concerne aussi des logiques de pouvoir, les évolutions induites par la loi NOTRe reconfigurant également les cercles et les principes organisationnels des sphères stratégiques et décisionnelles.

## Entre-soi et rejet de « l'autre »

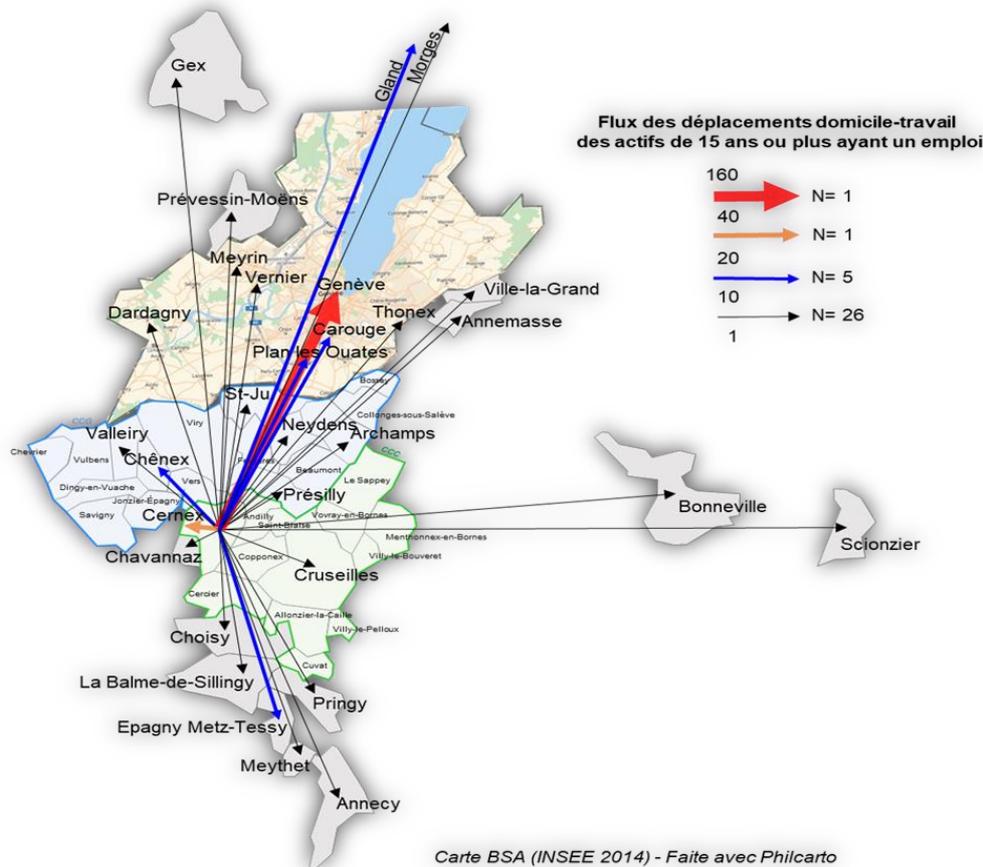
De cette évolution, rapide et historiquement marquée, découle un certain nombre de fragilités dans la capacité locale à construire une dynamique collective dont les enjeux ne sont appropriés que par une logique ethnocentrée.

Figure 1: Définition de soi selon l'ancienneté d'habitation



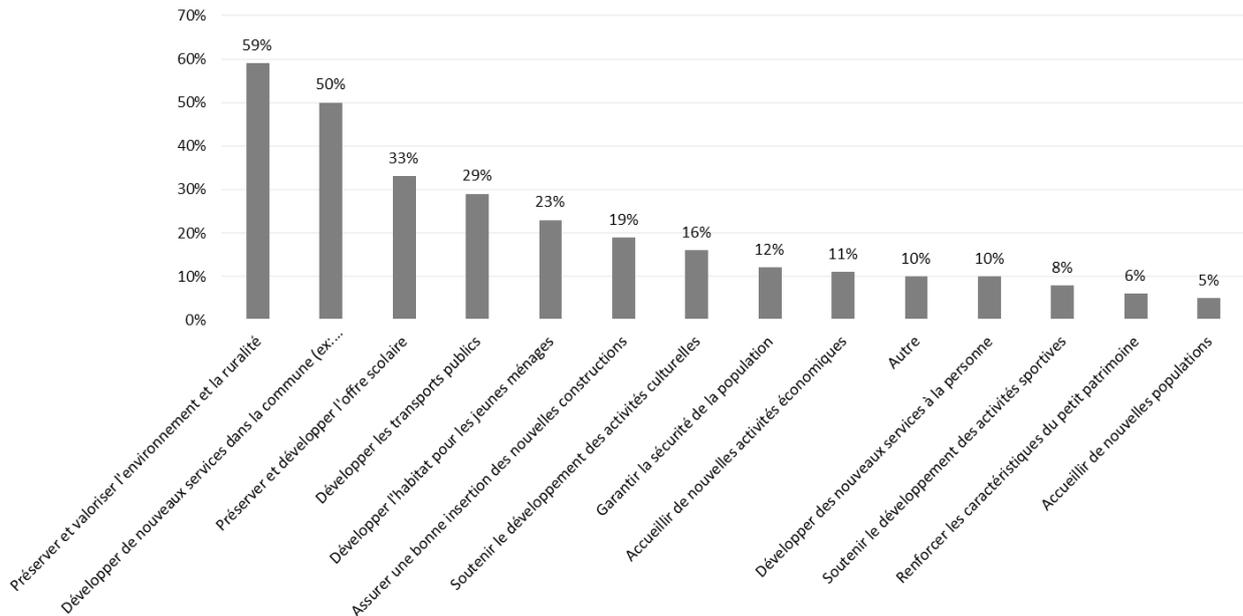
Entendons par ethnocentrisme la forte tendance de nombre d’habitant à envisager le territoire, le monde et sa diversité par le prisme exclusif des enjeux communaux. On observe dans le même temps que l’appartenance à la CCPC n’est que le 7<sup>ème</sup> item sur 9 en termes de pourcentages de réponses, preuve de l’instrumentalisation politique de la question. Ce qui inquiète, c’est l’avenir de Cernex plus que celui de la CCPC et la manière dont la redéfinition d’un périmètre intercommunal peut remettre en cause ce qui se joue à Cernex. Néanmoins, les représentations évoluent dès lors que l’on considère l’ancienneté sur le territoire. Les résidents de moins de 5 ans s’identifient moins à un ancrage local et se définissent plus comme français (+5 points), citoyen du monde (+23 points) quand les habitants résidant à Cernex depuis plus de 20 ans se sentent d’abord Cernexien (+22 points) et haut-savoyard (12 points).

Figure 2: Flux des déplacements domicile-travail des cernexiens actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi (effectif) – Source INSEE 2014



L’analyse des rapports transfrontaliers et les représentations afférentes des cernexiens incarnent ainsi une forme d’ambivalence, entre attraction et rejet, entre intérêt économique et réaffirmation de logiques identitaires. Parfois chez une même personne, la proximité de la Suisse, qui permet d’obtenir un revenu substantiel, souvent sans rapport avec le niveau de diplôme, n’empêche pas d’activer un discours « anti-suisse » assez prononcé, notamment à l’égard de ceux qui viennent s’installer à Cernex. Cet exemple parmi d’autres met en perspective ce que nous appellerons « paradoxe identitaire » pour désigner une forme de repli sur soi et de rejet symbolique d’un « extérieur » perçu comme menaçant tout en étant le principal facteur d’intégration économique et sociale et ce, à des niveaux comparativement très élevés (la pression fiscale et le coût des services sont parmi les enjeux les moins importants pour les habitants de Cernex). L’analyse de l’évolution du vote des cernexiens pourrait témoigner encore de la force de ce mécanisme. L’étude montre pourtant que les cernexiens se déplacent beaucoup et appréhendent leur territoire de manière large et multiple. Tout en gardant l’utilisation des services de proximité essentiels, les nouveaux habitants ont des mobilités plus ouvertes vers l’extérieur de la CCPC : ils se différencient des anciens par une plus grande mobilité vers la CCG et l’Agglomération de Genève. Les habitudes de mobilités des anciens habitants sont plus concentrées sur la CCPC, et l’Agglomération d’Annecy pour les sorties plus exceptionnelles. La problématique tient encore dans une logique de mobilité à deux vitesses.

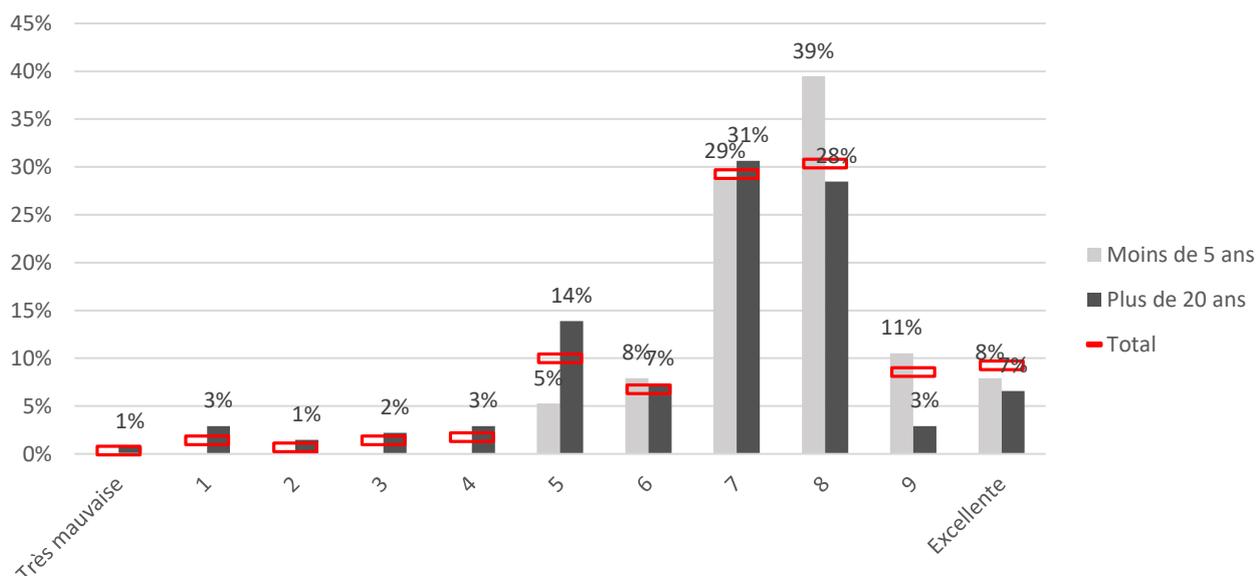
Figure 3: Selon vous, quels sont les 3 principaux grands enjeux de Cernex pour demain ?



Le graphique ci-dessus est intéressant à plusieurs titres. Il montre d'abord, s'il en est encore besoin, la faible importance qu'attache les habitants à accueillir de nouvelles populations. Le dire tient de l'euphémisme tant « l'autre » n'est pas souhaité à Cernex. Cet enjeu perçu comme le plus faible (5% des répondants, 3% des anciens habitants) fait écho au premier enjeu perçu, « préserver et valoriser l'environnement et la ruralité ». Ce dernier item s'explique différemment selon les habitants si l'on considère le matériau qualitatif bien que les deux logiques argumentaires puissent être combinées. Pour certains, il désigne la nécessité de « maintenir l'existant », de garantir une identité rurale et de se « préserver » de l'arrivée de nouvelles populations mettant en cause l'équilibre d'un écosystème. Pour ces derniers, il existe un paradoxe entre la volonté de développer des logements pour les jeunes habitants (23%, 5<sup>ème</sup> item) et la faible nécessité perçue d'accueillir de nouveaux habitants (5%, 14<sup>ème</sup> items). Qualitativement, on s'aperçoit que le développement de nouveaux logements répond à un besoin « des familles de Cernex » par le prisme du maintien d'une logique d'entre-soi local. Il s'agit d'assurer un parcours résidentiel intralocal, « pour nos enfants » et de se préserver encore et toujours des arrivées extérieures.

Pour d'autres, l'ouverture sur le territoire est perçue comme une opportunité plutôt qu'une menace. « Préserver et valoriser l'environnement » tient plus de nécessités paysagères et écologiques qui font de l'environnement communal un espace privilégié en matière de qualité de vie en protégeant les habitants des contraintes de l'urbain tout en conservant les avantages de la proximité des pôles économiques. Il s'agit donc d'assurer un développement raisonné. C'est dans ce prolongement que l'accès aux services est le second enjeu, particulièrement pour les nouveaux habitants qui souhaitent mêler cadre de vie du rural et services de l'urbain.

Figure 4: Qualité de vie selon l'ancienneté d'habitation



Cernex est, malgré le climat politique ambiant, une commune « où l'on vit bien ». Outre un niveau de revenu moyen près de 2 fois supérieur à la moyenne nationale, c'est la qualité de vie qui est mise en avant par les habitants. Ils sont ainsi 77% à attribuer une note égale ou supérieure à 7 sur 10 pour évaluer la qualité de vie à Cernex. Il est néanmoins intéressant de mesurer à quel point la variable ancienneté résidentielle infléchit les résultats vers plus de mécontentement avec le sentiment que « la commune se dégrade ». Ainsi, 9% des habitants installés à Cernex depuis plus de 20 ans attribuent une note inférieure à 5 contre 0% des personnes installées depuis moins de cinq ans. A l'inverse, les notes supérieures ou égales à 8 concernent seulement 38% de la première catégorie contre 58% de la seconde. Derrière l'insatisfaction inhérente au cadre de vie, est revenu fréquemment, comme une antienne, l'argument du Maire : « Tout va bien à Cernex, sauf le Maire ». Pour autant, ce discours dont la récurrence peut indiquer un sentiment général doit être nuancé par la réalité sociale d'une instrumentalisation partielle. L'appropriation symbolique de l'identité locale par les « habitants de toujours » masquent en ce sens la réalité d'une dichotomie de représentations et de perception des enjeux. De manière schématique cohabitent : les habitants de toujours, nourris par un fort réseau d'interrelations et d'une forte capacité de mobilisation, et donc très majoritairement contre le Maire ; et des « invisibles » plus isolés, plus éloignés des enjeux locaux, de l'action publique, de ses périmètres et plutôt circonspects quant aux débats actuels. Cette situation, dans ce qu'elle a de plus fondamental, génère des conflits de légitimité démocratique. Lorsque l'on analyse en profondeur la symbolique du Maire, on comprend que le rejet se structure tant autour d'un message qui suggère une rupture de l'entre-soi local qu'envers la nature même de ce qu'il représente (ou plutôt qu'il ne représente pas) en matière de légitimité locale.

Ces réactions, analysées de manière plus globale, témoignent d'un sentiment subjectif de perte d'équilibre et d'évolution négative. Il s'agit, tant bien que mal, de se rattacher à un îlot, d'autant plus idéalisé que les

évolutions sont perçues comme menaçantes. La perte de l'équilibre local et la remise en cause du périmètre de la CCPC sont vécues comme un changement de plus, un changement de trop et se cristallise sur le « maintien » à tout prix du périmètre intercommunal de la CCPC pour des raisons plus identitaires, symboliques et de pouvoir plus qu'en fonction d'arguments techniques (bien que ces derniers puissent être mobilisés). Toute évolution est ainsi perçue comme une remise en cause de l'ordre établi. C'est toute la rhétorique de la « fin du village » menacé par tout ce qui vient de l'extérieur.

Penser Cernex aujourd'hui, analyser ses enjeux de développement, infléchir son évolution n'aurait donc pu se faire de manière pertinente sans la totale prise en compte de son histoire. Pour autant, cette histoire n'est pas partagée par tous. Pour les habitants les plus « anciens », les héritiers de familles de toujours, la nostalgie du village reste d'autant plus prégnante. Elle décrit un monde fondé sur une forme d'identité collective qui, à l'instar d'un « monde nouveau et mouvant » se fondait sur le partage de repères, l'homogénéité des trajectoires, le partage d'un engagement, plus encore, sur le sentiment d'avoir vécu une même histoire. Symboliquement, les problématiques de développement et de renouvellement de la commune viennent remettre en cause l'équilibre idéalisé d'une époque révolue et plus encore, les principes de notabilité acquis. Cette nostalgie aux allures bucoliques fait valoir l'identité de la commune. Elle laisse apparaître une face plus sombre dès lors qu'elle se traduit par le rejet des « *nouveaux habitants* » et renforce paradoxalement les mécanismes de repli sur soi. La commune conserve en cela une forte légitimité historique avec l'appropriation symbolique de la vie publique par « les anciens ». De l'autre côté, la perte d'un certain nombre de repères sociaux classiques<sup>3</sup> renforce encore une logique de rapprochement déjà forte entre les habitants « de toujours » et ceux qui sont « légitimes » parce qu'ils correspondent aux critères « *d'une commune qui se mérite* ».

Cette situation génère nous allons le voir nombre de paradoxe dont les principaux sont mis en perspective dans la partie suivante.

## Enjeux et paradoxes

Le premier paradoxe a suffisamment été évoqué et concerne la double tendance à l'ouverture territoriale d'une part et au repli territorial de l'autre. Ajoutons simplement qu'il fait écho à un classique de la sociologie, notamment aux études américaines concernant la communauté et les moyens qu'elle met en œuvre pour survivre sous la forme du mythe de ce qui a été perdu, « un monde de stabilité et d'immédiateté évidentes ». Le passé est ainsi reconstruit de manière permanente afin de désigner une référence stable, un espace de solidarité « dont les clefs auraient été perdues : « Peu importe si ce passé est mythifié et s'il n'a jamais été aussi cohérent qu'il peut apparaître à un esprit mélancolique. Il est simplement utilisé comme contraste de la situation présente et sa disparition est donnée comme explication des conduites des individus et des difficultés rencontrées ou des risques encourus par la société actuelle. »

Le second paradoxe concerne l'école. Les habitants accordent en effet une grande importance aux compétences équipements scolaires (59%) et aménagement du territoire (46%) avec des taux d'insatisfaction de 27% et de 31%, minoritaires mais relativement élevés.

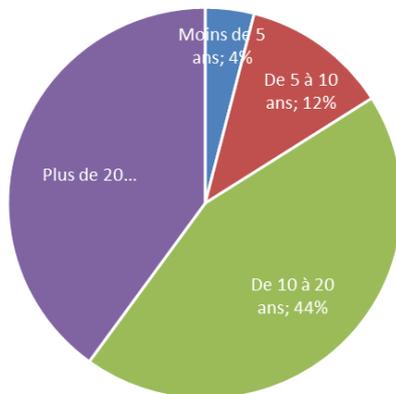
Figure 5: A votre avis, la gestion d'une école primaire devrait être assurée par ?



Près de 6 habitants sur 10 ayant un avis se prononce pour une gestion communale ce qui apparaît contre-intuitif au regard de la gestion actuelle par la CCPC (qui interdit cette possibilité) et de la volonté très majoritaire de maintenir ce périmètre de gestion de l'action publique. Notons que la volonté de maintenir une gestion intercommunale est d'abord l'affaire du chef-lieu. Ainsi, parmi ceux qui ont un avis, les habitants du Chef-lieu sont ainsi 59% à préférer une gestion intercommunale quand plus de 70% de l'ensemble des autres habitants optent plutôt pour une gestion communale. Toutes choses égales par ailleurs, le fait d'adhérer à une association entraîne un différentiel de 12,5 points. Les adhérents ayant un avis sont ainsi favorables à une gestion communale pour 51% d'entre eux, c'est le cas de 63,5% des non adhérents.

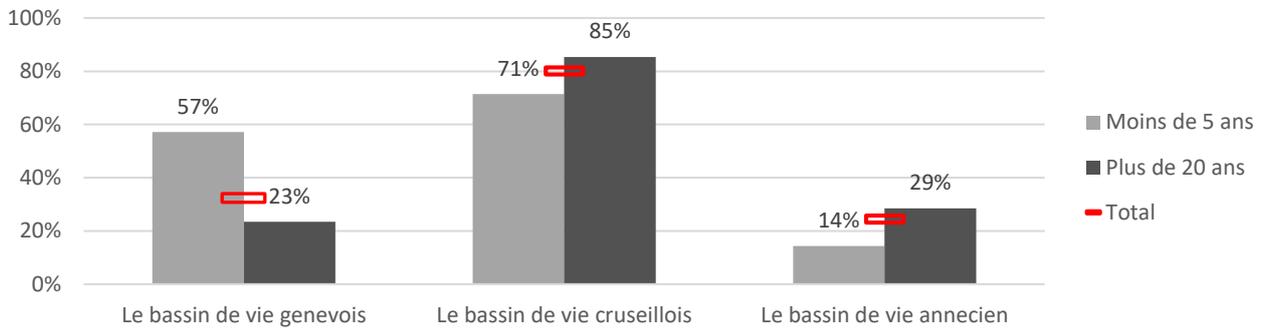
Les associations elles-mêmes cultivent une ambivalence forte. Beaucoup d'associations se réclament d'un « *ancrage local* » et portent un discours intégratif. Les responsables d'associations offrent les gages de légitimité ancrés dans le réseau d'interconnaissance local. Pour autant elles ont ce paradoxe de ne pas jouer leur rôle d'intégration sociale en dehors d'un cercle établi. Pour preuve la dissonance entre la composition sociale des adhérents associatifs et la réalité du renouvellement à Cernex. Alors que la commune connaît un taux de renouvellement de 22,5% de sa population tous les 5 ans, alors 44% des habitants habitent la commune depuis moins de 10 ans, les représentants d'associations sont pour 84% des habitants de la commune de 10 ans ou plus. Certes, la mécanique de participation induit une certaine ancienneté sur le territoire, il n'en reste pas moins que la volonté d'intégration des nouveaux résidents est loin d'être flagrante.

Figure 6: Avoir des responsabilités au sein d'une association cernexienne et ancienneté d'habitation



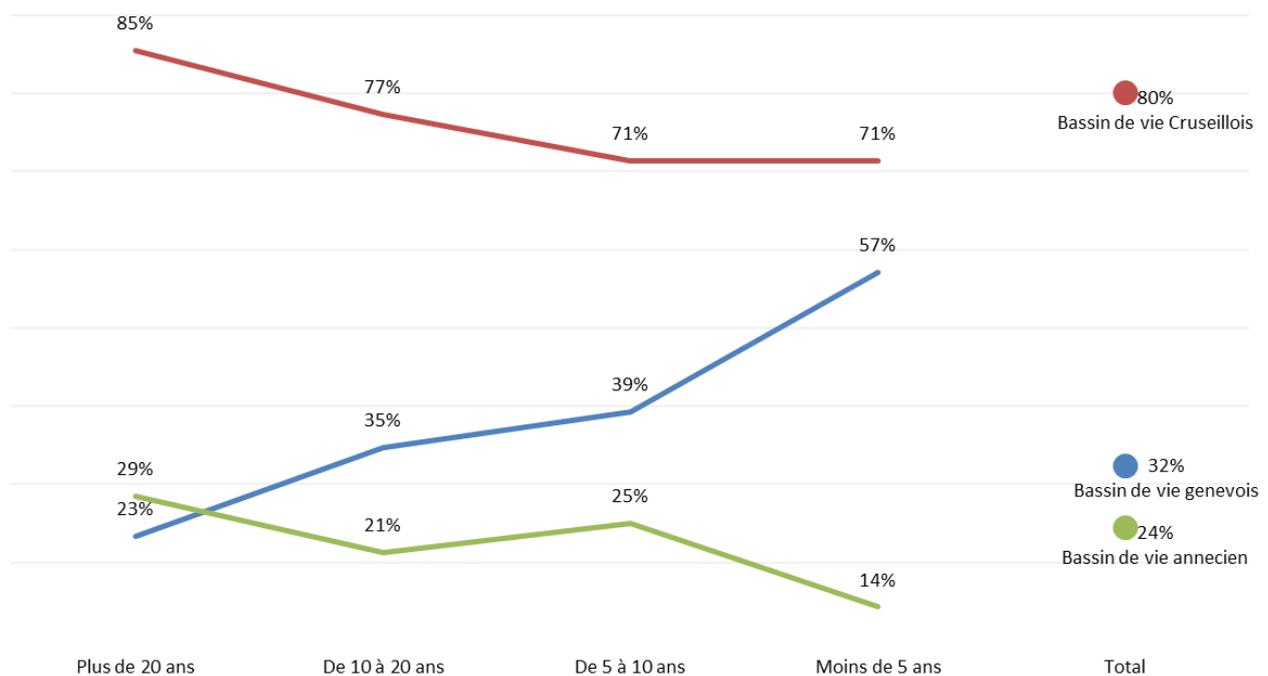
## Des bassins de vie au périmètre intercommunal

Figure 7: Appartenance de Cernex à un bassin de vie selon l'ancienneté d'habitation



En introduction, précisons que la notion de bassin de vie appelle à des interprétations variables et subjectives selon les personnes, leur visuel propre et l'échelle des découpages qu'elles se représentent. Ceci précisé, une majorité d'habitant se sent plutôt appartenir au bassin de vie cruseillois tenant compte du fait que près de 6 habitants sur 10 estiment appartenir à plusieurs bassins de vie. Une analyse dynamique montre un écart de perception significatif en matière de sentiment d'appartenance à un bassin de vie. Les plus « jeunes » du territoire épousent plus le bassin de vie de la CCG. Mais le cruseillois demeure le premier bassin de vie pour différentes raisons et en fonction de différents niveaux d'appropriation. En effet, certains habitants englobent la rhétorique du bassin de vie dans une perspective historique et identitaire, d'autres y décèlent juste une correspondance au découpage intercommunal existant ou une proximité du bourg le plus proche (Cruseilles).

Figure 8: En fonction de l'ancienneté d'emménagement



Le graphique ci-dessus permet néanmoins d’observer que le sentiment d’appartenance est déterminé par l’ancienneté d’habitation. Ainsi, les anciens habitants ont un sentiment d’appartenance très fort au bassin de vie cruseillois. Mais plus l’installation sur la commune est récente, plus le sentiment d’appartenance se tourne vers le bassin genevois (cruseillois et annecien diminuent) : les courbes s’inversent. Avec le renouvellement de la population, l’avenir semble se tourner vers le bassin de vie genevois et se détourner du bassin annecien.

Le choix de la CCPC constitue comme attendu une majorité, 64% des personnes interrogés souhaitant « rester à la communauté de communes de Cruseilles ». Cette majorité s’explique par 2 logiques argumentaires distinctes : une logique politique historiquement portée par la volonté de « maintenir » ou de préserver le territoire ; une logique de désinvestissement qui consiste à ne pas accorder d’importance majeure à cette question et donc de rester « en l’état ». Là encore, certains facteurs font varier significativement les perceptions. Le choix est ainsi déterminé comme à chaque question par l’adhésion à une association ou non, par le lieu d’exercice et par l’ancienneté d’habitation. Les répondants adhérents aux associations cernexiennes font plus largement le choix de rester à la CCPC (+ 17 points par rapport aux non-adhérents).

Les répondants travaillant en France optent largement pour rester à la CCPC. Les répondants travaillant en Suisse ont des avis plus partagés (ou pas d’avis) : +24 points pour rejoindre la CCG par rapport aux travailleurs en France. Les anciens optent plus largement pour rester à la CCPC et les nouveaux habitants sont plus partagés (un tiers n’ont pas d’avis sur une question guère investie).

Figure 9: En fonction du lieu d'exercice

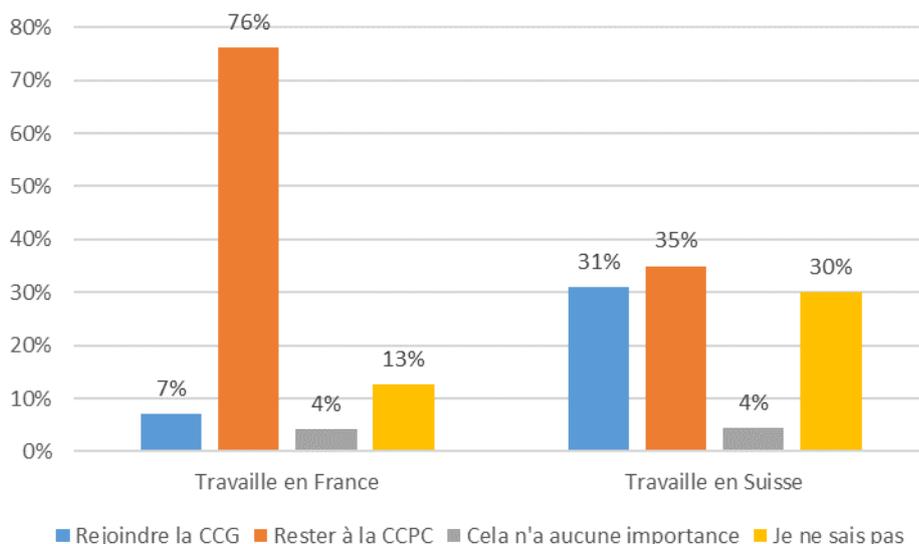
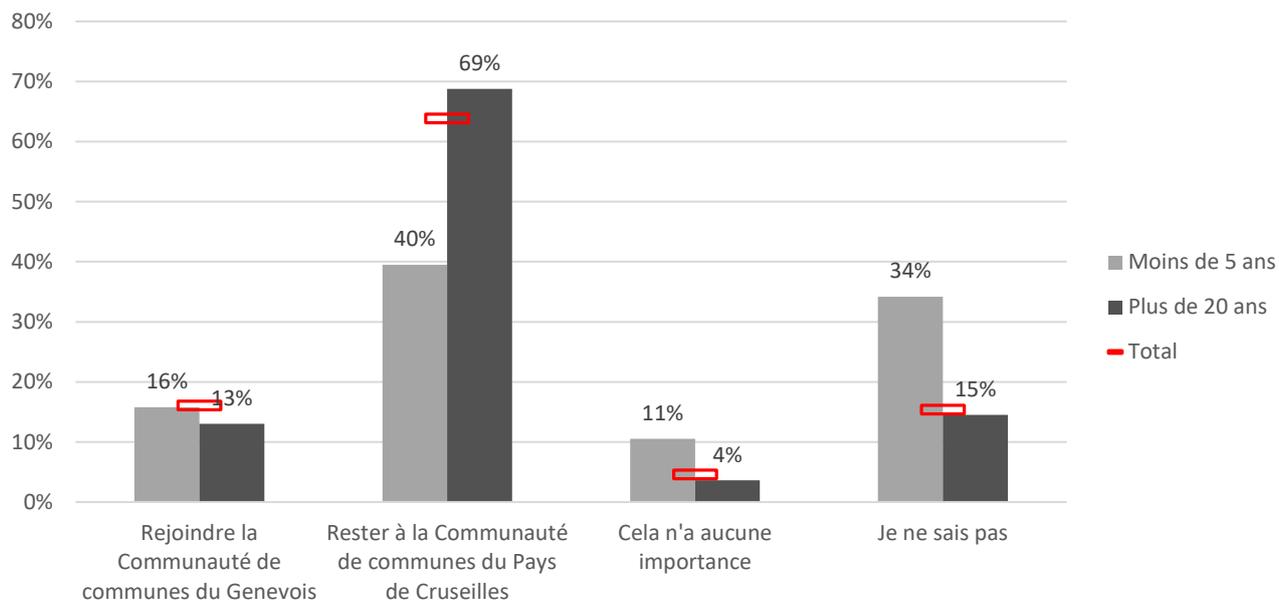


Figure 10: Quel EPCI pour Cernex selon l'ancienneté d'habitation



## Conclusion

Une citation de Didier Lapeyronnie, sociologue apparaît en introduction de ce document. Dans un ouvrage intitulé sociologie de l'exclusion, apporte un éclairage décisif, en tous les cas stimulant, en montrant que l'exclusion n'est pas un phénomène que l'on peut abstraire, une réalité déconnectée d'un tout qui lui serait étranger. L'auteur montre par une approche monographique qu'il est possible d'expliquer la production de la non-relation, à la source de l'exclusion. Cette dernière « *procède de lieux de pouvoir et fonctionne sur un mode symbolique* ». Elle renvoie aux thèses de l'acceptabilité sociale bien au-delà des dimensions économiques. Les « publics invisibles » ne se plaignent de leur condition objective mais se voient privés dans les faits de la légitimité à pouvoir intégrer les rouages fonctionnels du fonctionnement social. C'est tout le mérite d'Elias, de montrer comment des mécanismes que l'on considère intrinsèques à des situations de crise opèrent également dans des contextes aux contours socio-économiques plus favorables. Le paradoxe de Cernex s'inscrit dans le rapport entre une dynamique économique, démographique et sociologique de mutation et le renforcement de logiques d'entre-soi local fondées sur l'idée que les équilibres d'hier doivent être constitutifs de ceux de demain.

Plus que l'analyse globale des résultats, c'est l'écart de perception qui rend l'analyse saillante entre deux structures catégorielles, l'une homogamie, historique, locale et légitime, l'autre dispersée, nouvelle et émancipé des enjeux strictement locaux. A Cernex, l'économie n'est pas ou peu un facteur de distinction. Malgré les rapports ambivalents avec le territoire suisse, la dynamique transfrontalière débouche sur un nivellement économique par le haut qui redessine les logiques classiques de distinctions. L'agrégation de ces logiques individuelles mène à la constitution de groupes de pairs homogènes Au-delà des aspects économiques ici neutralisés, l'homogamie sociale sous-entend aussi généralement une certaine homogamie liée notamment au partage de valeurs et de modes de pensée afférents à une place attribuée par l'histoire et donnant lieu à des phénomènes « d'entre-soi sélectifs ».

Cette analyse peut heurter si elle fait l'objet d'une lecture par le prisme de considérations morales. Rappelons donc que le propre de l'analyse sociologique est de se distancier des notions de « bien » et de « mal » pour se concentrer sur l'explication objective de mécanismes sociaux. En développant une démarche d'objectivation de la réalité sociale, nous avons pu mesurer comment, à Cernex, ces notions trouvaient une incarnation plus marquée.

Les conséquences de l'entre-soi peuvent être multiples. A Cernex, elle s'illustre par la forte stigmatisation de la catégorie des « nouveaux habitants » et une forte présomption négative envers tout ce qui est « extérieur ».

L'évolution est pourtant là et impose des réalités nouvelles. Au sein de cette commune en évolution, caractérisée par une logique à deux vitesses la question se pose de savoir quelle population est légitime pour construire l'avenir ? Plus précisément il est nécessaire il est nécessaire de prévenir une appropriation

monopolistique de la parole publique. Comme dans beaucoup de contexte similaire, le « vote CCPC » revêt un caractère épidermique et affectif plus que rationnel, la difficulté tenant dans la capacité à construire un dialogue apaisé. Pour dépasser ce constat, il faut analyser le territoire dans son ensemble, territoire qui aurait dû être concerné dans son ensemble par une telle étude. Si le matériau recueilli est loin d'être suffisant pour l'affirmer, les quelques éléments recueillis auprès des élus locaux semble indiquer un manque de vision globale partagée, une difficulté à impulser une dynamique territoriale globale, comme coincé « entre un monde mort et un monde incapable de naître » si l'on veut citer Hoggart.

Pour conclure, il semble, d'un point de vue extérieur que la question posée n'est pas la bonne. Plus que résoudre un hiatus démocratique, le territoire doit répondre à une question qui ne consiste pas à savoir si Cernex doit quitter ou non la CCPC mais bien de savoir comment le territoire se réorganise, autour d'Annecy d'un côté et de Genève de l'autre. Cette question fondamentale réinterroge la CCPC de par son positionnement géographique (étirée vers plusieurs bassins), stratégique et politique. Il induit la mise en place d'un débat démocratique transparent et apaisé qui puisse permettre à tous les habitants de trancher des questions dont ils sont aujourd'hui dépossédés de l'ensemble des éléments. C'est là, de notre modeste point de vue, l'enjeu majeur et la question d'avenir.

# PRÉSENTATION DES RÉSULTATS



Figure 12: Densité moyenne de la population et nombre d'habitants en 2014

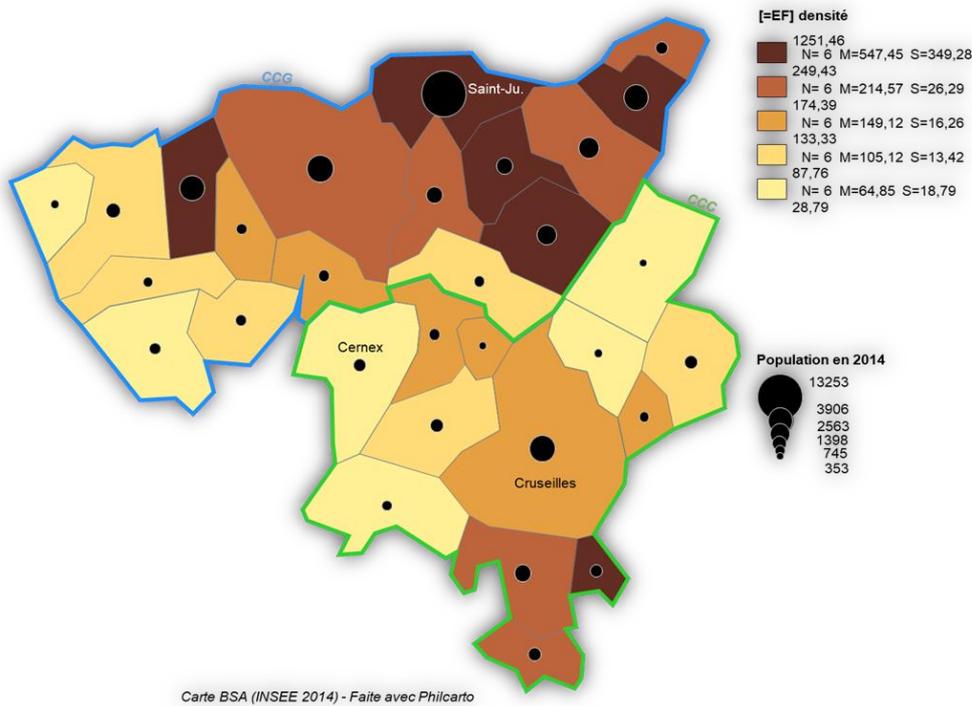


Figure 13: Evolution de la population (effectif) – Source INSEE

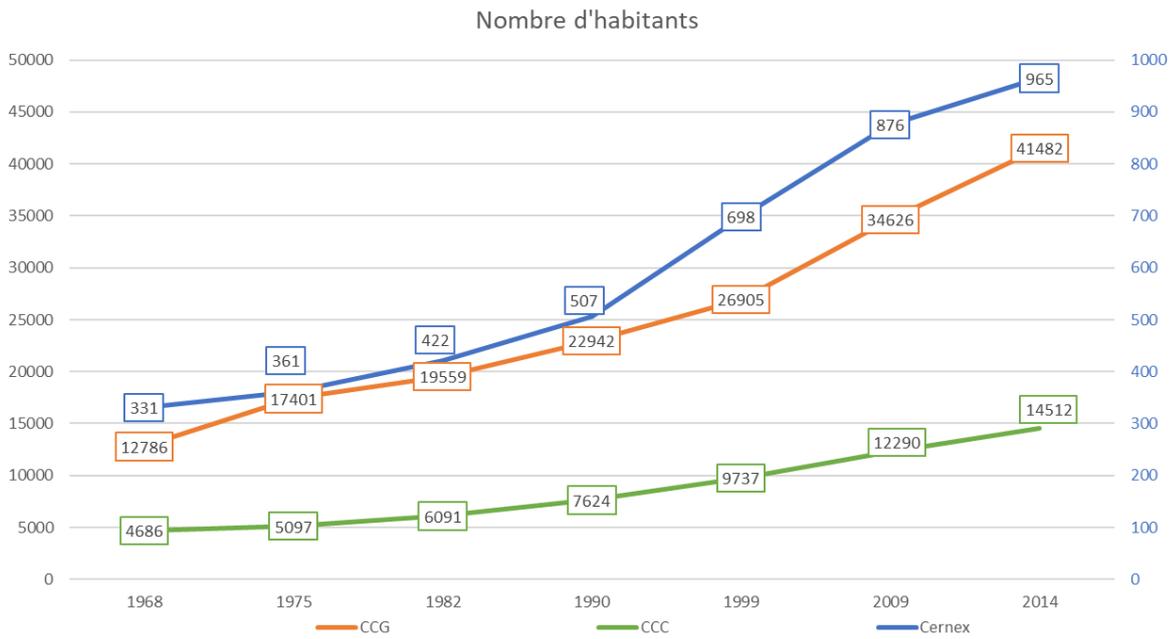
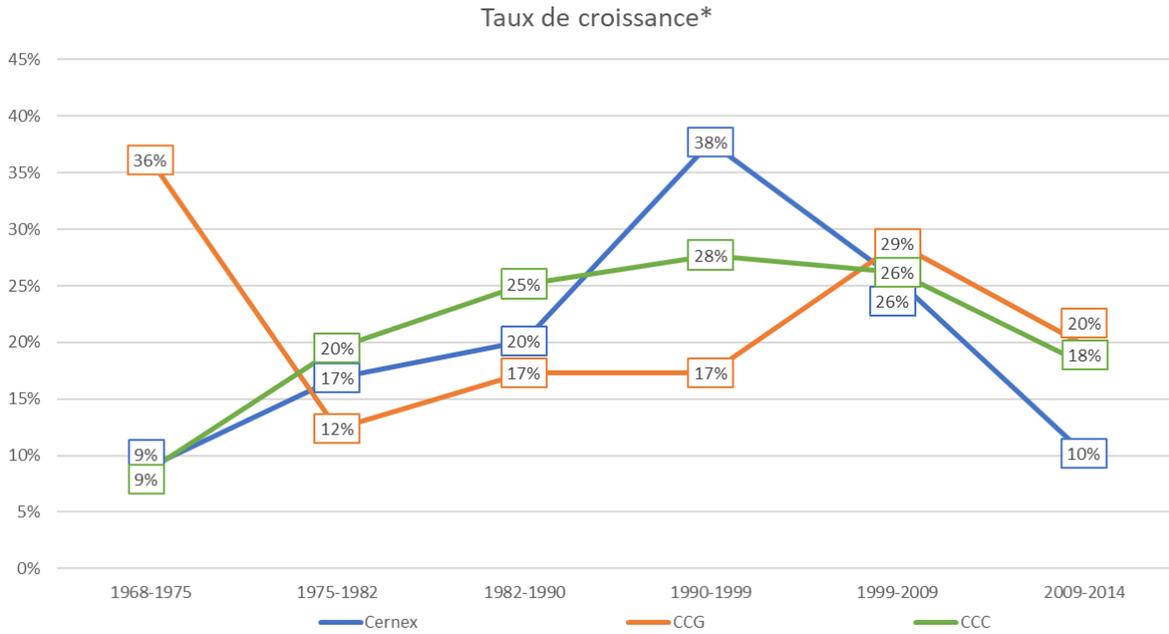


Figure 14: Evolution de la population (en %) – Source INSEE



\*Le taux de croissance est l'évolution de la population entre deux dates, exemple, taux de croissance entre 1968 et 1975 =  $(pop_{1975} - pop_{1968}) / pop_{1968} * 100$

Figure 15: Evolution des logements à Cernex selon la catégorie (effectif) – Source INSEE

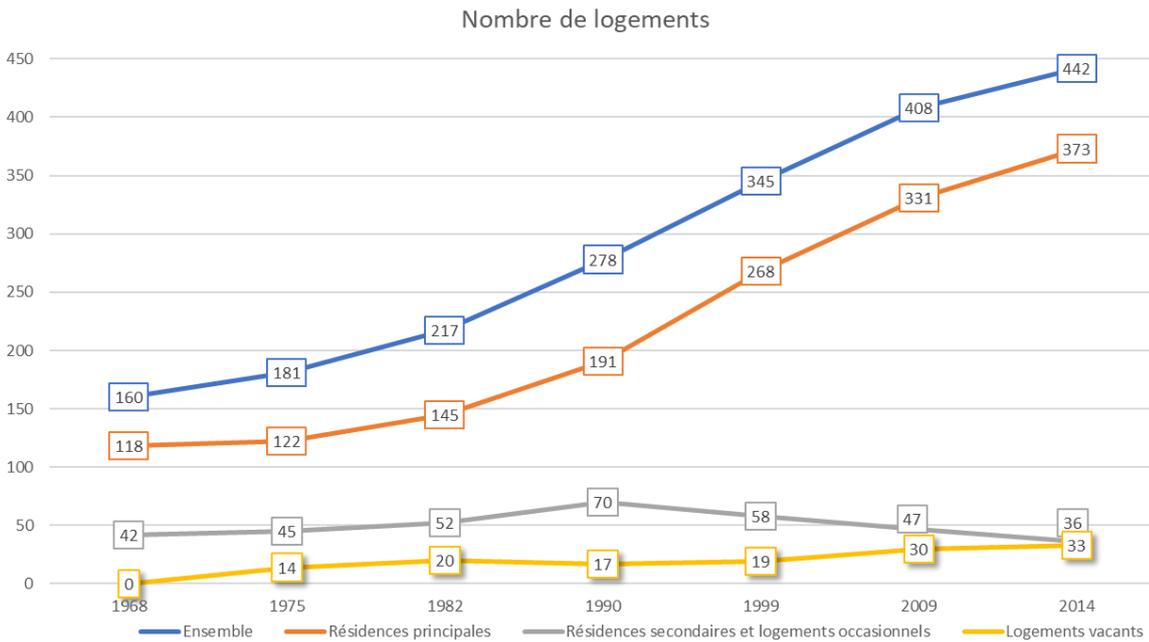


Figure 16: Taux de variation moyen annuel de la population entre 2009 et 2014 (en %)

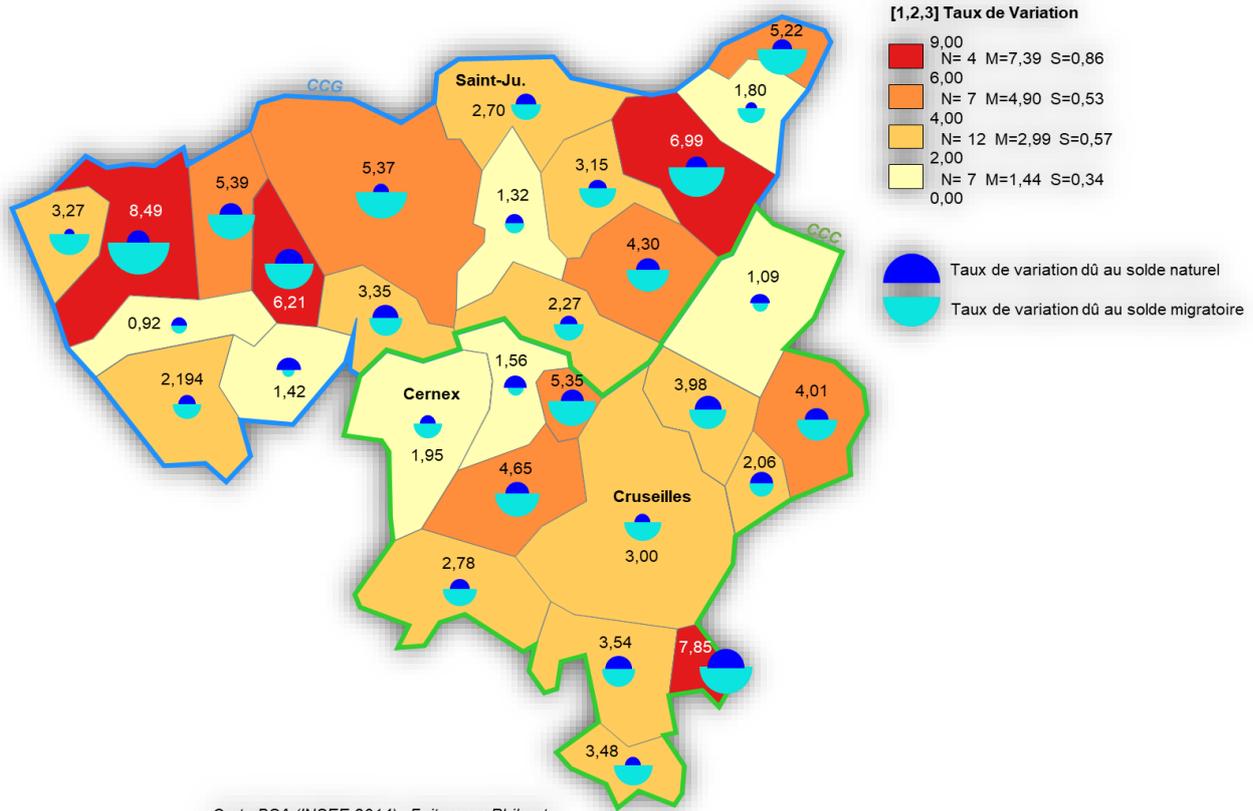
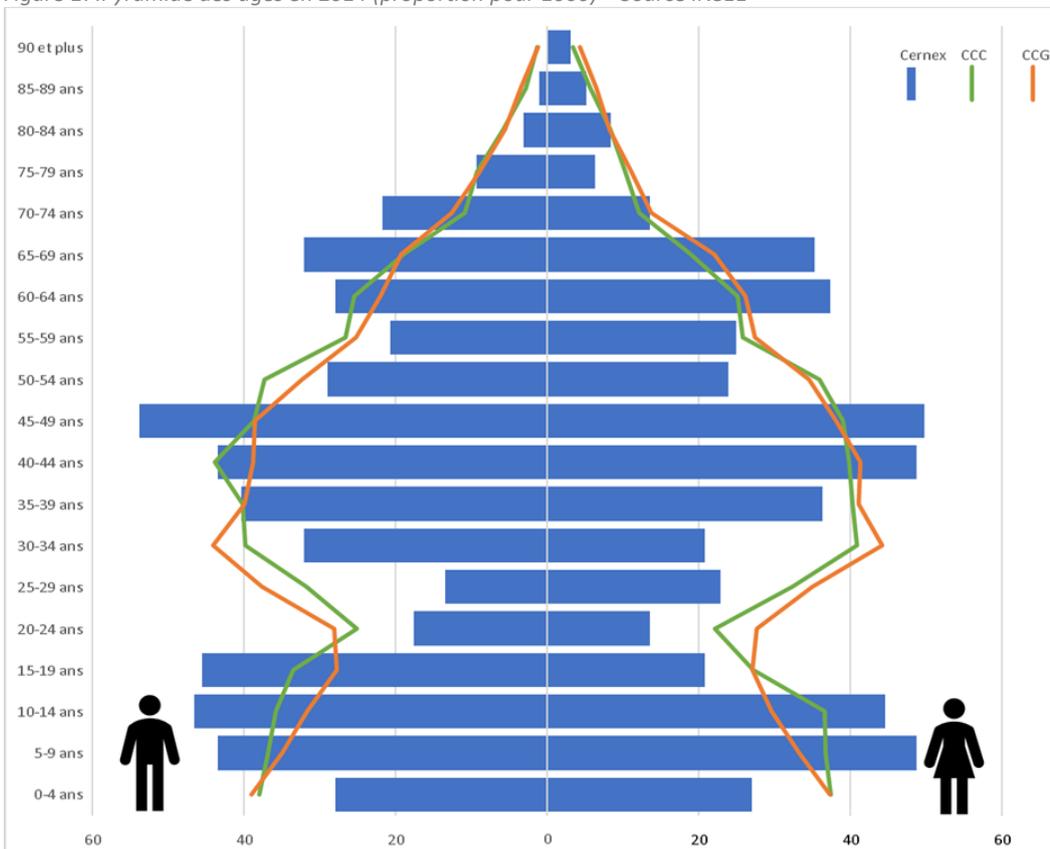


Figure 17: Pyramide des âges en 2014 (proportion pour 1000) – Source INSEE



En synthèse :

- ▶ Dimension rurale, logiques urbaines et dynamiques pendulaires ;
- ▶ Une évolution significative du volume d'habitants ;
- ▶ Un taux de croissance important ;
- ▶ Un renouvellement de la population qui passe par la dynamique migratoire.

Figure 18: Cernex appartient à la zone d'emploi du Genevois Français (INSEE)

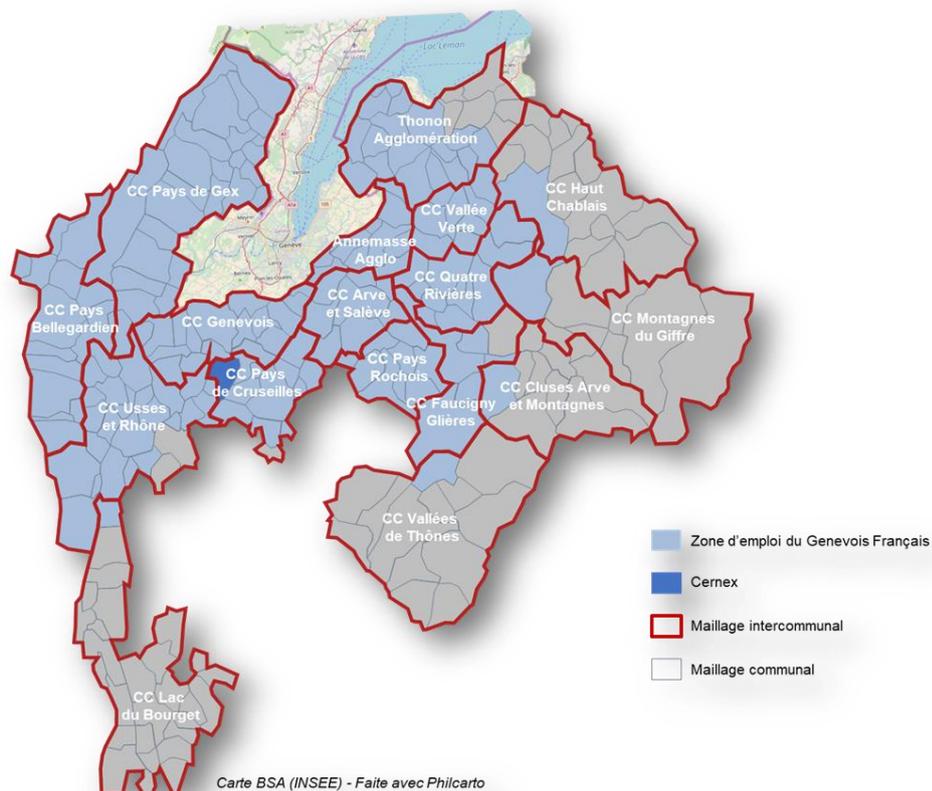
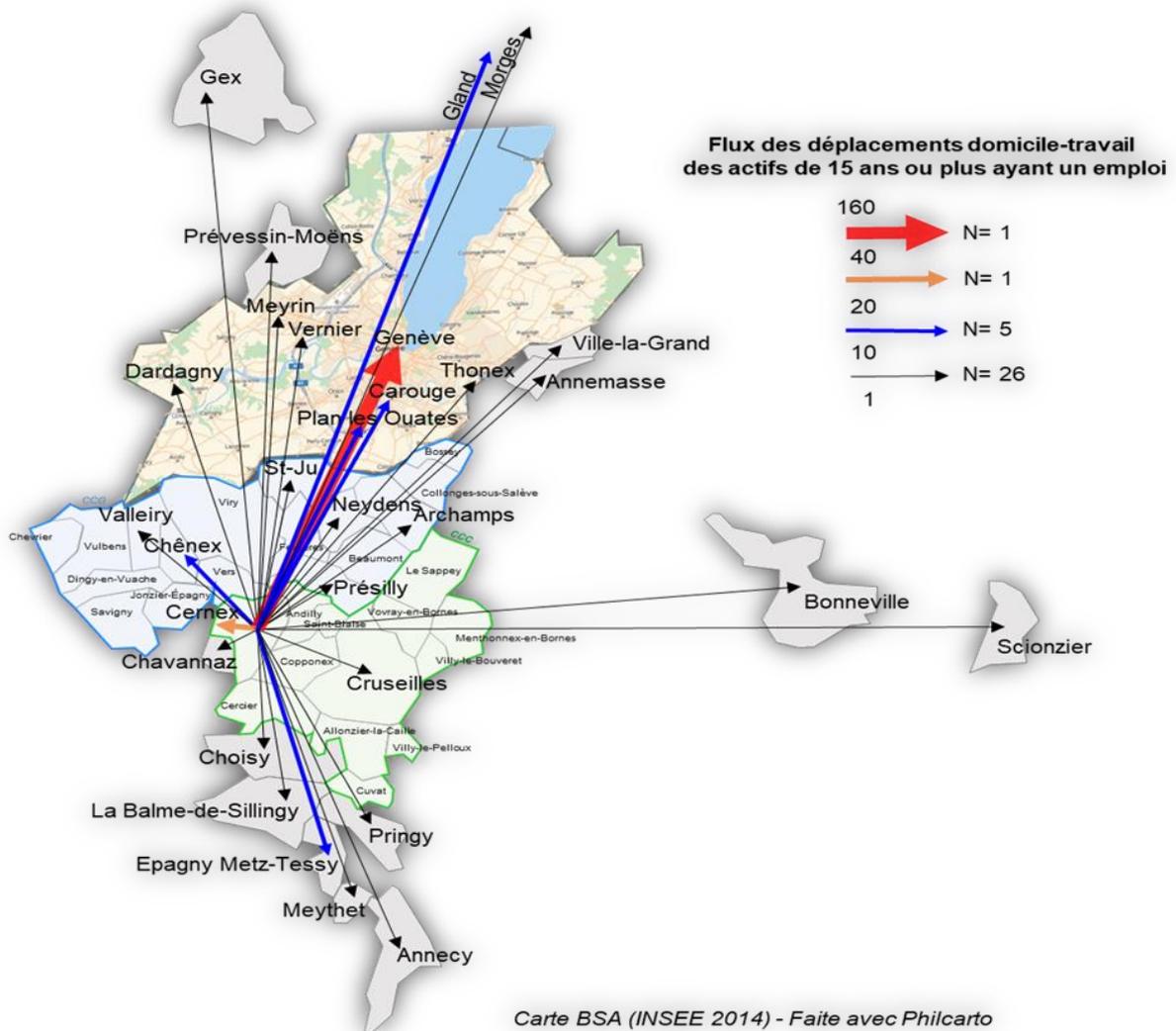




Figure 21: Flux des déplacements domicile-travail des cernexiens actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi (effectif) – Source INSEE 2014

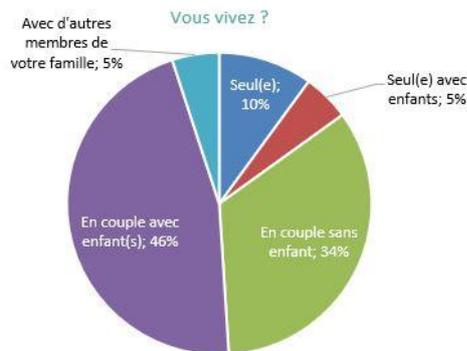
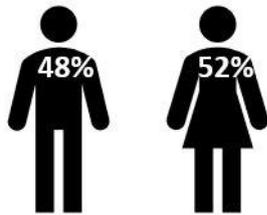


Synthèse des résultats sur la connaissance du territoire et la satisfaction :

- ▶ Des logiques de polarités des centres économiques ;
- ▶ Des logiques de flux multiples, un axe majeur vers Genève qui concerne près de la moitié des habitants qui travaillent ;
- ▶ Une surreprésentation des activités de commerce sur les gros bassins d'emploi.

## Analyse descriptive – Profil des répondants

381 personnes interrogées (54,4% de l'échantillon).

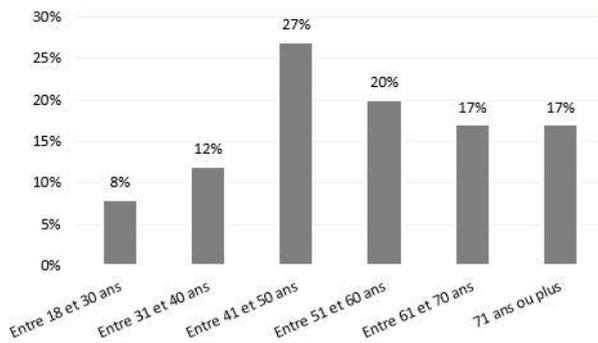


84%



Sont inscrits sur la liste électorale de Cernex

### Quel âge avez-vous ?



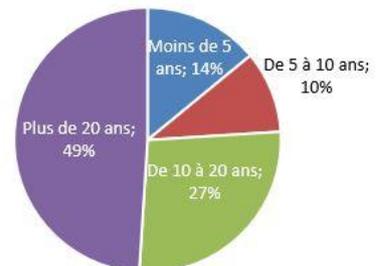
### Quelle est votre nationalité ?



### A quelle catégorie socioprofessionnelle appartenez-vous ?



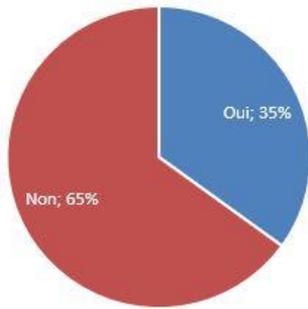
### Vous habitez la Commune de Cernex depuis ?



### Une mobilisation plus forte des « anciens »

- Une surreprésentation des « anciens » habitants : 33% des répondants ont plus de 60 ans (alors qu'ils représentent 20% de la population communale selon le RP Insee 2014)
- 76% des répondants habitent la commune depuis 10 ans ou plus (contre 56% des ménages selon le RP Insee 2014)

Etes-vous adhérent(e) à une association cernexienne ?



Si oui précisez la ou lesquelles

	% obs.
ARPEC	27%
Arbre à Palabres	36%
Comité des fêtes	17%
La Marmotte	16%
La récré	10%
Aica (chasse)	3%
ES Cernex (foot)	14%
Betsaleel	11%
Autre	9%

### L'importance de la mobilisation associative

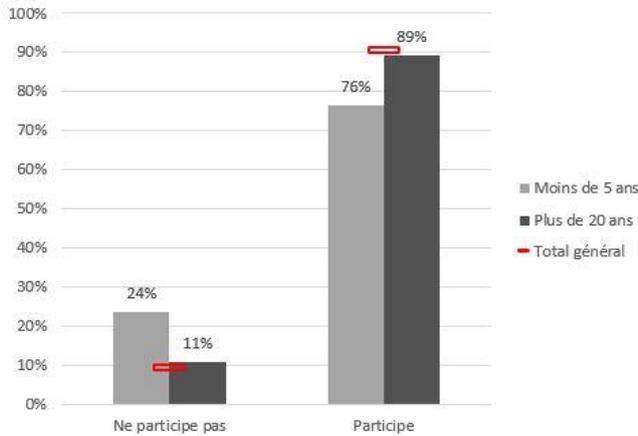
- ▶ Plus de 33% des répondants sont adhérents à une association locale.
- ▶ Les associations à Cernex sont des corps constitués et instaurés depuis longtemps ce qui génère un sentiment de légitimité historique et de représentativité

De l'importance de la mobilisation associative à Cernex :

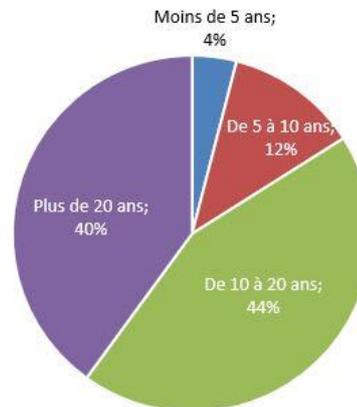
- ▶ Un sentiment de rupture locale avec le politique cristallisé par la symbolique du Maire ;
- ▶ Les associations locales sont très dynamiques dans leurs actions. En tant que corps constitués elles jouent un rôle de catalyseur de la parole publique sans en exprimer la représentativité. Ceci induit un certain nombre « d'inférences erronées » ;
- ▶ La mobilisation associative a participé d'une politisation de l'enquête sociologique, ce qui constitue en soi un biais à prendre en compte mais également un élément d'analyse.

## Analyse croisée

Avoir au moins une fois participé à une manifestation locale et ancienneté d'habitation



Avoir des responsabilités au sein d'une association cernexienne et ancienneté d'habitation



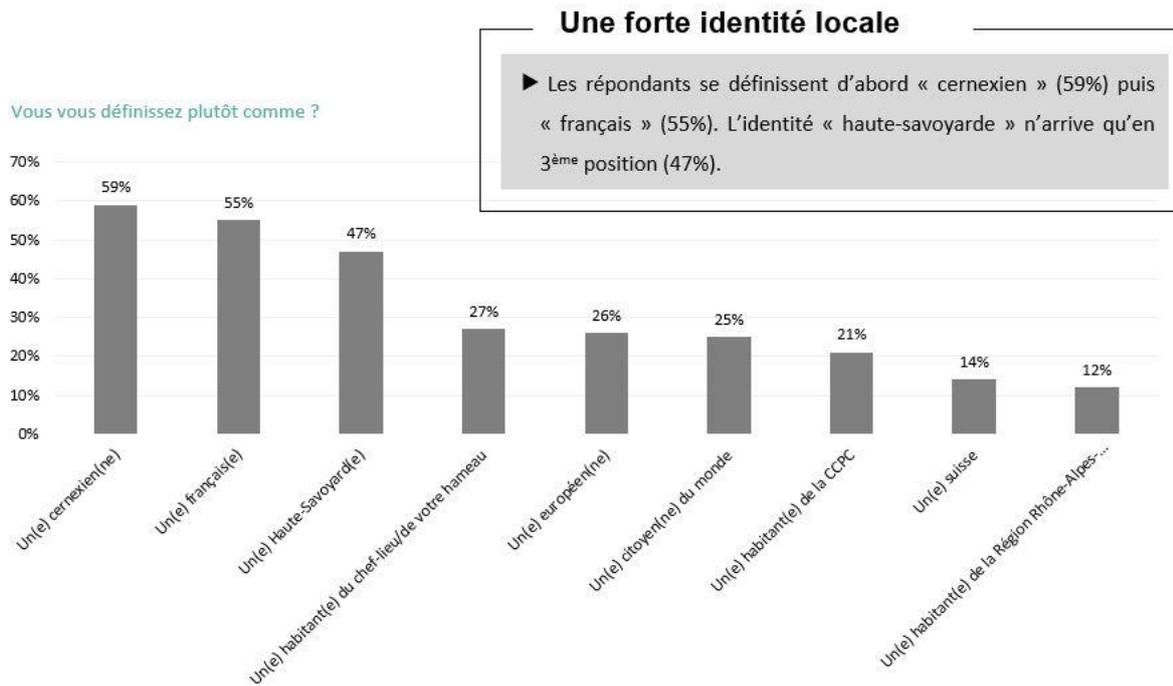
### Ancienneté et vie associative locale

- ▶ Les nouveaux habitants sont moins nombreux à participer aux manifestations locales.
- ▶ les nouveaux habitants sont sous-représentés chez les responsables associatifs.

Toutes choses égales par ailleurs, 2 variables explicatives se sont avérées significatives :

- ▶ L'appartenance à une association ;
- ▶ Le nombre d'années de résidence à Cernex (ancienneté sur le territoire).

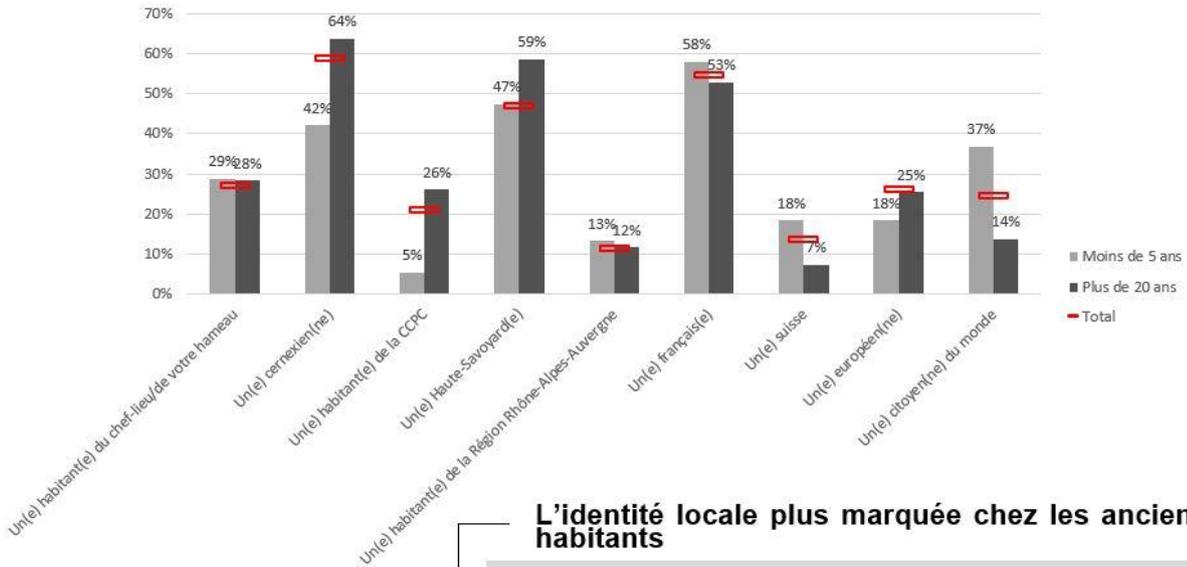
Les résultats ne doivent donc pas s'en tenir à une analyse « statique » mais intégrer une dimension dynamique.



Une lecture « ethnocentrée » du territoire :

- Si l'on considère l'ensemble des répondants, les habitants se définissent d'abord par leur commune d'habitation puis comme français et haut-savoyard ;
- Le territoire se lit par le prisme des enjeux communaux ;
- L'appartenance à la CCPC n'est que le 7<sup>ème</sup> item sur 9 en terme de pourcentage de réponses ;
- Néanmoins, les représentations évoluent dès lors que l'on considère l'ancienneté sur le territoire. Les résidents de moins de 5 ans s'identifient moins à un ancrage local, très faiblement à la CCPC.

Définition de soi selon l'ancienneté d'habitation



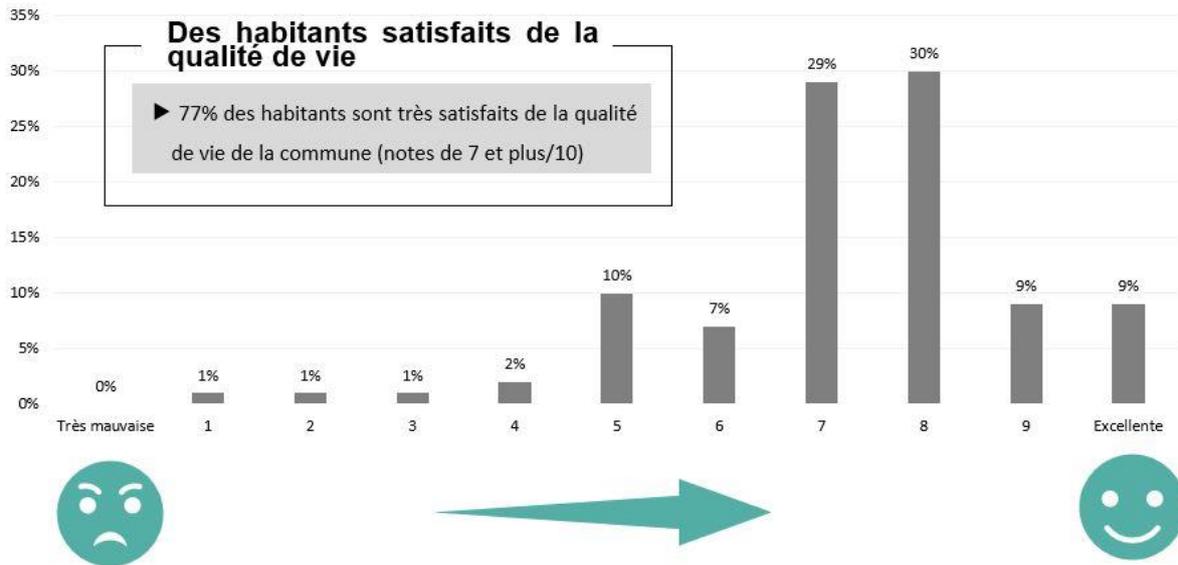
**L'identité locale plus marquée chez les anciens habitants**

► Les anciens habitants se définissent d'abord « cernexiens » tandis que les nouveaux habitants se sentent d'abord « français »

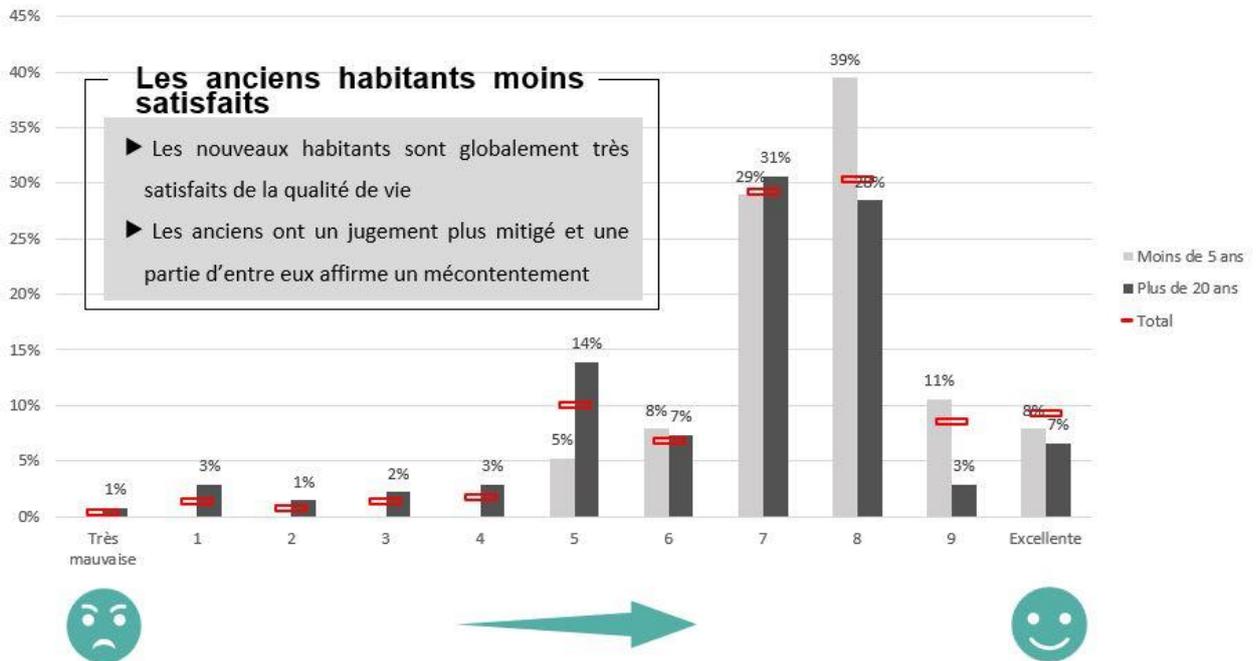
En synthèse :

- L'appropriation symbolique de l'identité locale par les « habitants de toujours » masquent la réalité d'une dichotomie de représentations et de perception des enjeux. De manière schématique cohabitent les habitants de toujours, nourris par un fort réseau d'interrelations et d'une forte capacité de mobilisation et des « invisibles » plus isolés, plus éloignés des enjeux locaux, de l'action publique et de ses périmètres. Cette situation génère des conflits de légitimité démocratique.
- L'ambivalence des rapports transfrontaliers incarne une réalité à deux vitesses, entre attraction et rejet, entre intérêt économique et réaffirmation de logiques identitaires.

De manière générale, comment qualifieriez-vous la qualité de vie dans votre commune ?



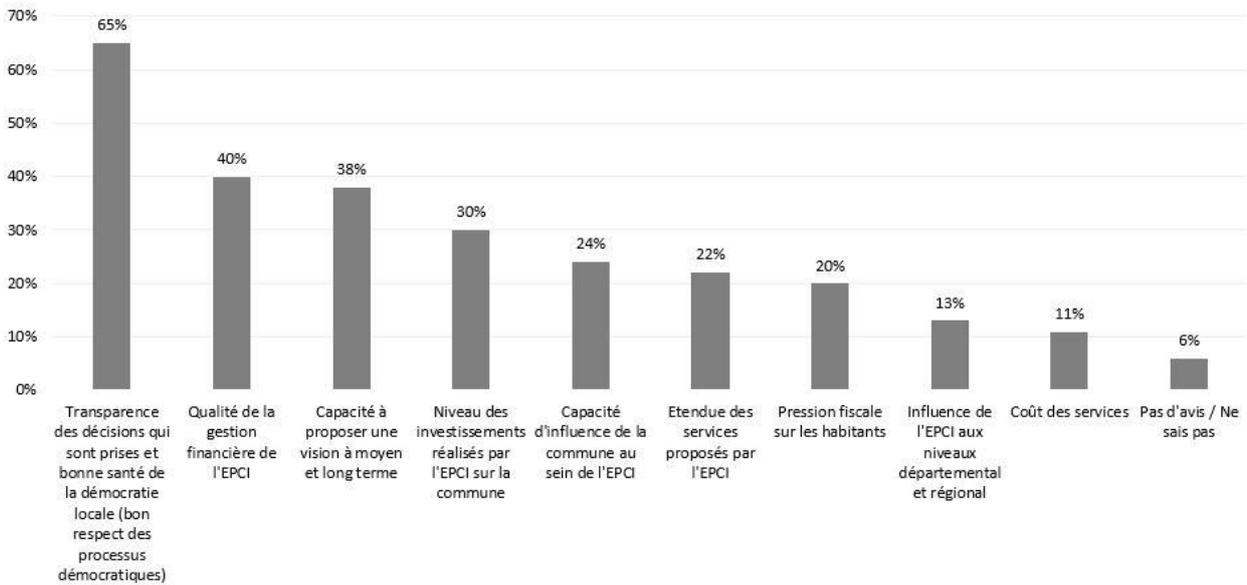
Qualité de vie selon l'ancienneté d'habitation



En synthèse :

- Les habitants sont globalement satisfaits de la qualité de vie à Cernex ;
- Les conflits avec le Maire ont été une explication récurrente du mécontentement vis-à-vis des populations historiques ;
- L'ancienneté sur la commune infléchit les résultats vers plus de mécontentement avec le sentiment que « la commune se dégrade ».

Quels sont les 3 critères pour lesquels vous accordez le plus d'importance pour évaluer la qualité d'un EPCI ?



En synthèse :

- ▶ Les critères de pression fiscale et de coût des services sont parmi les moins importants ;
- ▶ La transparence et la bonne démocratie locale représentent le critère le plus important ;
- ▶ Les trois premiers critères concernent des enjeux politiques.

Synthèse analytique :

- ▶ L'histoire du district implique « l'importance d'intégrer notre vieille histoire de quarante années ». Porté par un très fort taux d'intégration fiscale et une organisation politique incarnée par un chef de file historique, les récits relatifs au district portent la vision d'une société idéale et freine la capacité à se poser les questions relatives à une mutation pourtant inéluctable.
- ▶ La vie démocratique locale ne va pas de soi et génère un sentiment d'opacité autour de pratiques d'usages.



Connaissez-vous la Communauté de communes du Pays de Cruseilles (CCPC) ?

Du Genevois (CCG)?

	% obs.	% obs.
Oui, je repère les communes membres	71%	43%
Oui, je repère ses compétences	46%	20%
Oui mais je ne sais pas exactement quelles en sont les communes membres	23%	26%
Oui mais je ne connais pas exactement les compétences	44%	38%
Non	6%	30%

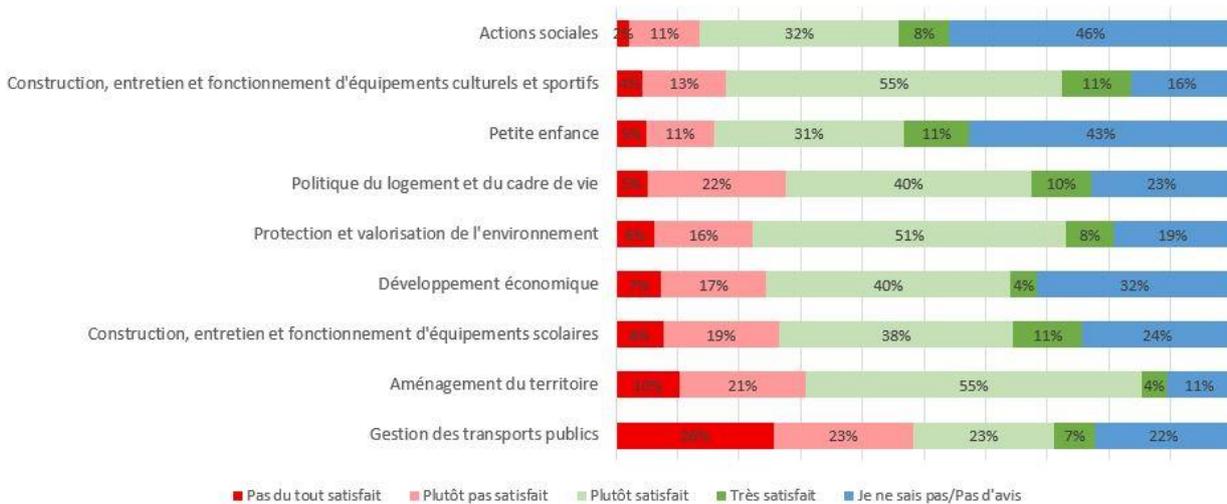
Parmi la liste des compétences de la CCPC ordonnez les 3 pour lesquelles vous accordez le plus d'importance (de 1 la plus importante à 3 un peu moins importante)

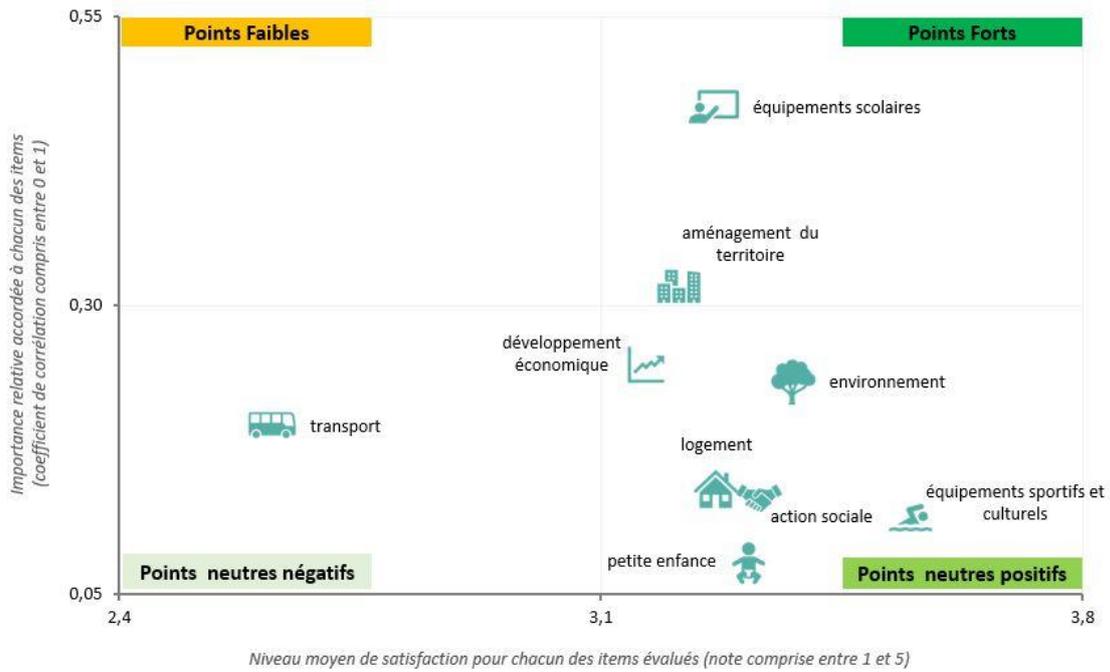
	% obs.
Construction, entretien et fonctionnement d'équipements scolaires	59%
Aménagement du territoire	46%
Protection et valorisation de l'environnement	35%
Gestion des transports publics	32%
Développement économique	32%
Politique du logement et du cadre de vie	26%
Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs	22%
Actions sociales	21%
Petite enfance	13%

**Une connaissance partielle du territoire**

- Les répondants repèrent les frontières de la CCPC mais moins aisément la répartition des compétences commune/CC. La CCG est moins bien identifiée.
- Les habitants accordent une grande importance aux compétences équipements scolaires (59%) et aménagement du territoire (46%)

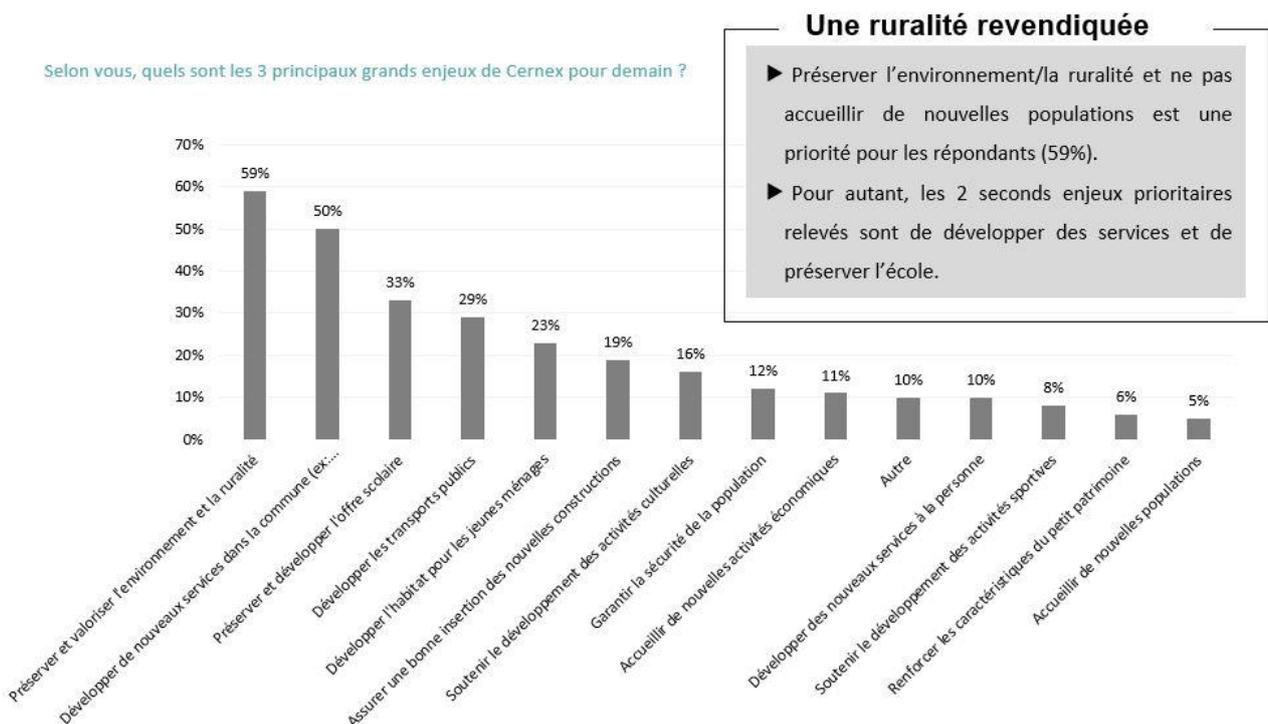
Indiquez votre niveau de satisfaction pour chacune des compétences suivantes





Synthèse des résultats sur la connaissance du territoire et la satisfaction :

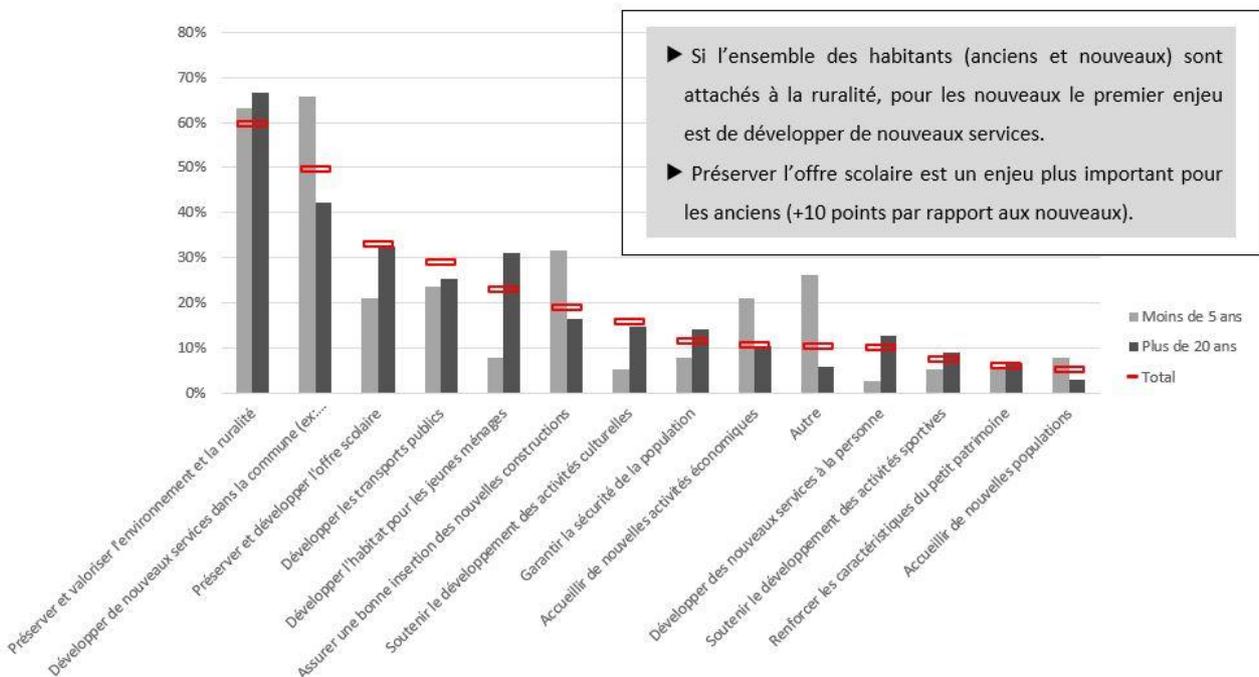
- ▶ Des frontières administratives (communes membres) bien identifiées pour la CCPC (71%) mais la reconnaissance des compétences est souvent partielle et confuse.
- ▶ Les habitants accordent une grande importance aux compétences équipements scolaires (59%) et aménagement du territoire (46%) avec des taux d'insatisfaction de 27% et de 31%, minoritaires mais relativement élevés.



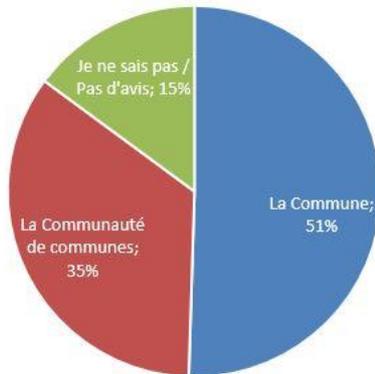
Synthèse des résultats sur la connaissance du territoire et la satisfaction :

- ▶ Préserver et valoriser l’environnement est le premier item, accueillir de nouveaux habitants, le dernier. Cet écart porte une crainte de subir les dégradations de la commune dans le temps et une forme de crainte de « l’extérieur ».
- ▶ Il existe un paradoxe entre la volonté de développer des logements pour les jeunes habitants (23%, 5<sup>ème</sup> item) et la faible nécessité perçue d’accueillir de nouveaux habitants (5%, 14<sup>ème</sup> items). Qualitativement, on s’aperçoit que le développement de nouveaux logements répond à un besoin « des familles de Cernex » par le prisme du maintien d’une logique d’entre-soi local.
- ▶ Préserver l’école (33%) est le 3<sup>ème</sup> item après le développement de nouveaux services (50%).

Les 3 principaux grands enjeux de Cernex selon l'ancienneté d'habitation



A votre avis, la gestion d'une école primaire devrait être assurée par ?

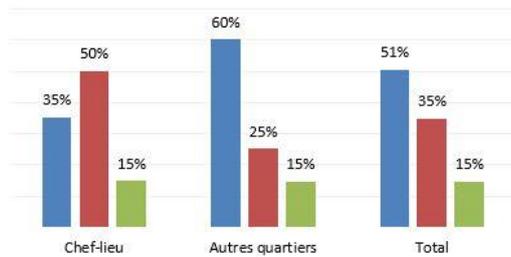


**Pour une gestion communale de l'école**

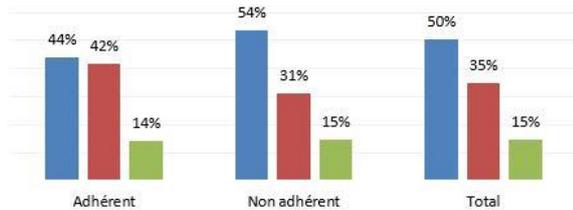
► Parmi ceux qui ont un avis, 6 répondants sur 10 optent pour une gestion communale de l'école primaire. Cette dernière cristallise pourtant les tensions à l'échelle locale et est repérée comme un enjeu prioritaire pour l'avenir du territoire.

A votre avis, la gestion d'une école primaire devrait être assurée par la Commune ou la Communauté de Communes ?

**Selon le secteur d'habitation**



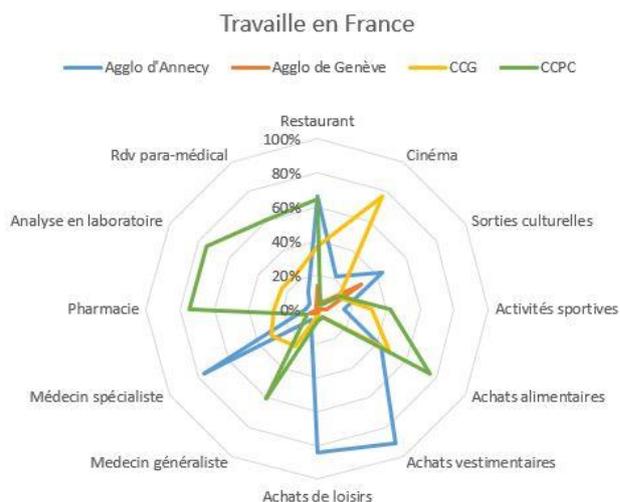
**Selon l'adhésion à une association cernexienne**



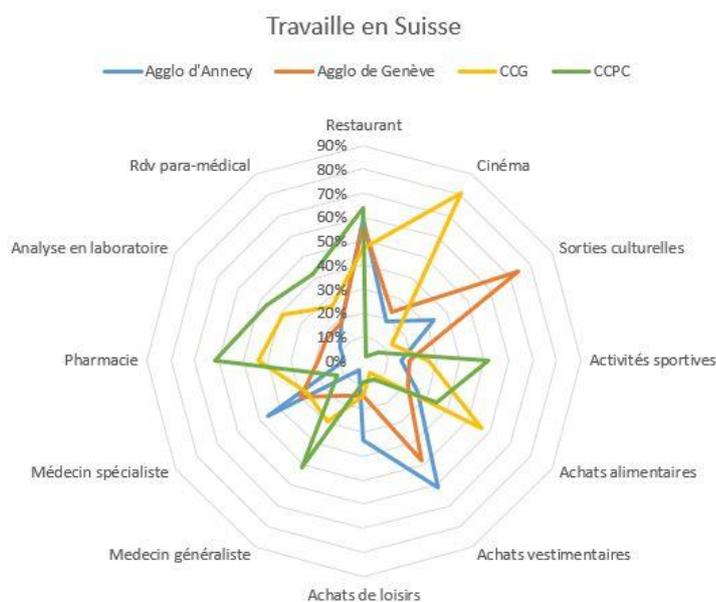
**Des opinions différenciées selon le secteur d'habitation et l'adhésion ou non à une association**

► Les habitants du chef-lieu sont plus pour une gestion CC tandis que les habitants des autres quartiers optent largement pour une gestion communale.  
 ► Les adhérents aux associations, plus imprégnés des tensions locales sont plus partagés (+10 points pour une gestion CC par rapport aux non-adhérents). Les résidents du Chef-Lieu et les adhérents à une association sont surreprésentés dans la catégorie gestion CC.

Précisez où vous vous rendez pour les différentes activités citées (ordonnez les réponses)



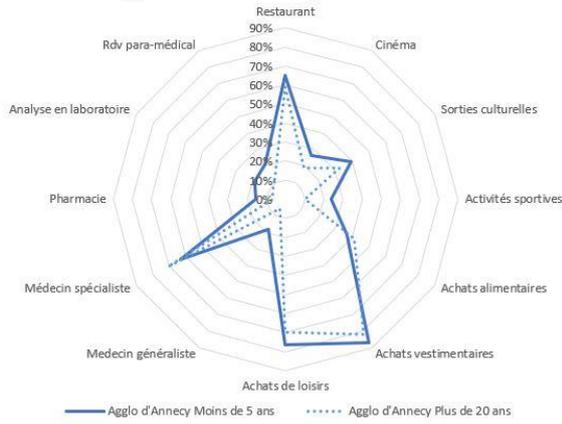
Précisez où vous vous rendez pour les différentes activités citées (ordonnez les réponses)



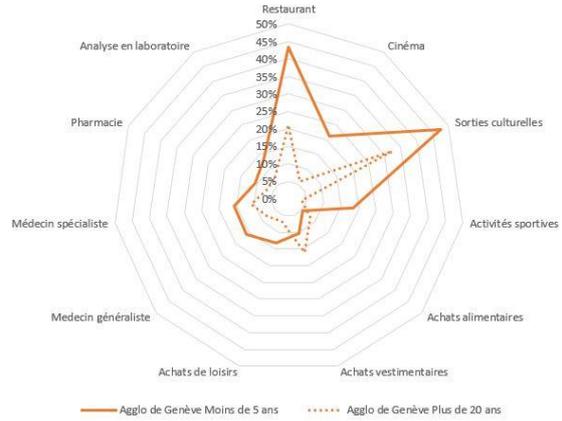
Des pratiques quotidiennes et mobilités déterminées par le lieu de travail :

- ▶ Quel que soit le profil, une majorité des habitants vont dans la CCPC pour les services de proximité : le médecin généraliste, la pharmacie et les analyses en laboratoire.
- ▶ Les répondants travaillant en France et les répondants sans activité se rendent très peu dans l'agglomération de Genève.
- ▶ Les répondants travaillant en Suisse ont une mobilité très élargie entre l'Agglo de Genève, l'Agglo d'Annecy, la CCPC et la CCG.
- ▶ L'analyse dynamique met en cause une analyse plus statique.

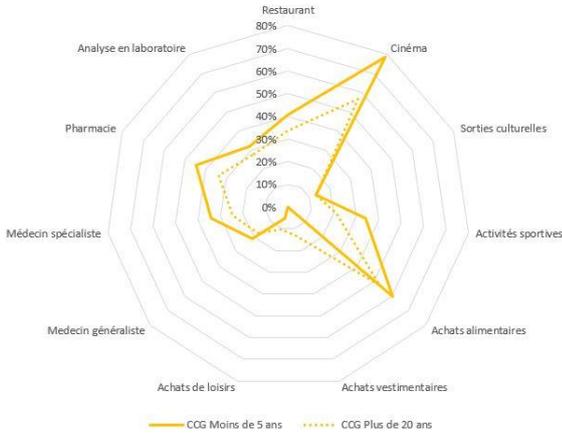
Mobilité vers l'Agglomération d'Annecy selon l'ancienneté d'habitation



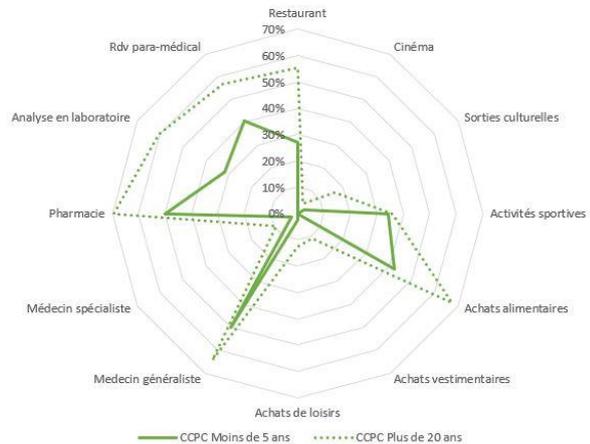
Mobilité vers l'Agglomération de Genève selon l'ancienneté d'habitation



Mobilité vers la CCG selon l'ancienneté d'habitation



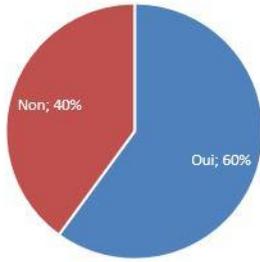
Mobilité vers la CCPC selon l'ancienneté d'habitation



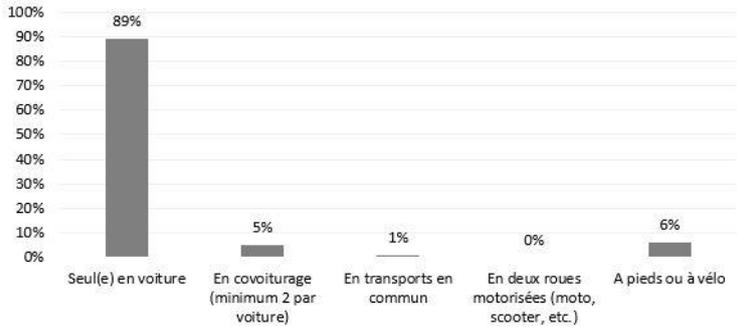
Des mobilités déterminées par l'ancienneté d'habitation :

- ▶ Les habitudes de mobilités des anciens habitants sont plus concentrées sur la CCPC, et l'Agglomération d'Annecy pour les sorties plus exceptionnelles.
- ▶ Tout en gardant l'utilisation des services de proximité essentiels, les nouveaux habitants ont des mobilités plus ouvertes vers l'extérieur de la CCPC : ils se différencient des anciens par une plus grande mobilité vers la CCG et l'Agglomération de Genève.

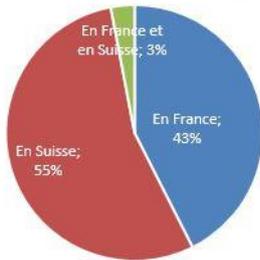
Etes-vous en activité ?



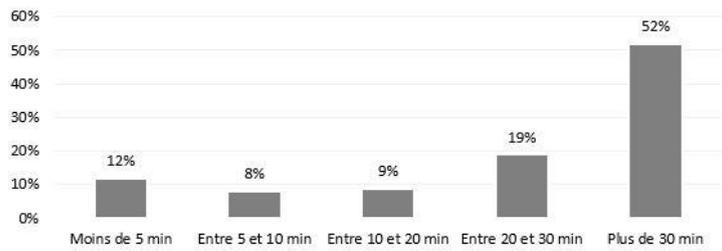
Quel moyen de transport utilisez-vous PRINCIPALEMENT pour vous rendre sur votre lieu de travail ?



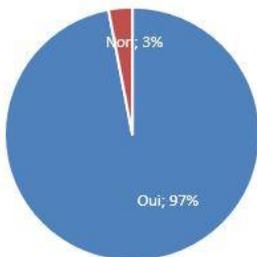
Où exercez-vous votre activité professionnelle ?



Combien de temps vous faut-il quotidiennement pour vous rendre à votre travail ?



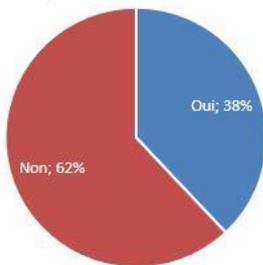
Disposez-vous d'un moyen de transport personnel motorisé ?



Si vous ne disposez d'aucun moyen de transport motorisé personnel, comment vous déplacez-vous depuis la commune ?

	% obs.
Covoiturage avec des voisins	0%
Covoiturage avec des amis	0%
Covoiturage avec des membres de ma famille	71%
En taxi	0%
Autre (du stop, marche)	43%

De façon générale, rencontrez-vous des difficultés dans vos déplacements ?



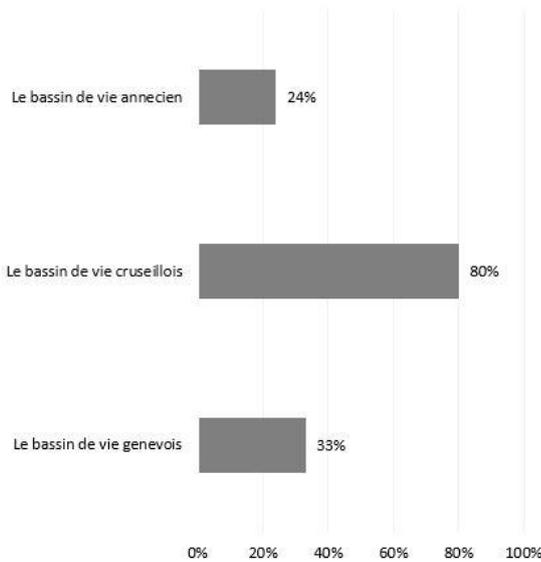
### Une population très mobile

- Une population mobile : déplacements domicile-travail (55% travaillent en Suisse).
- Une population motorisée : la quasi-totalité des répondants dispose d'un moyen de transport personnel motorisé

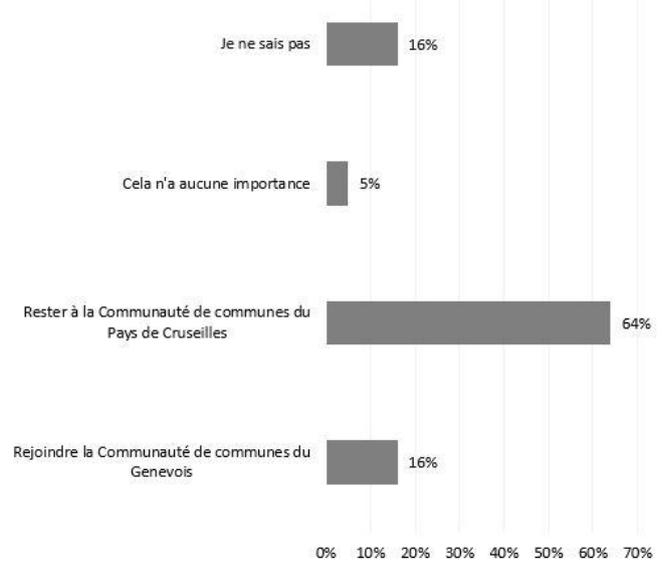
Majoritairement des difficultés liées aux bouchons.



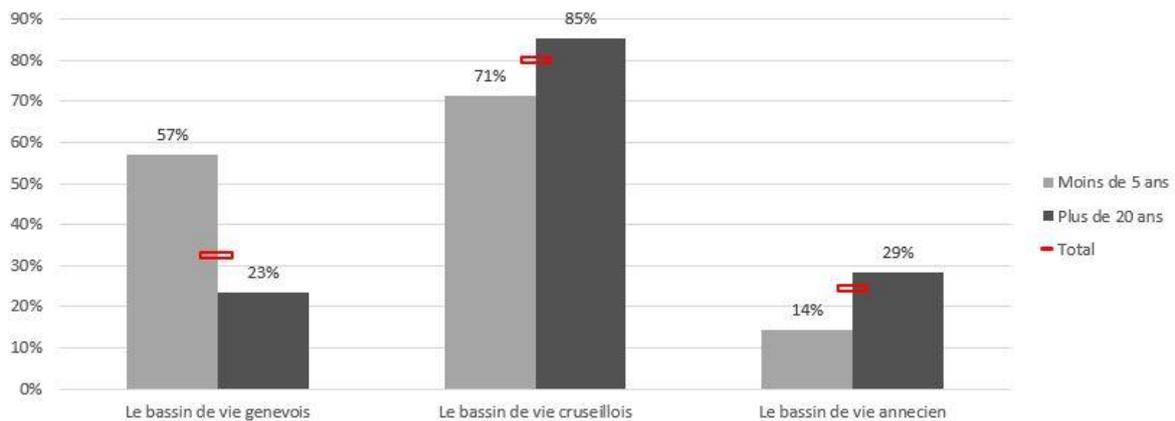
Selon vous, dans quel(s) bassin(s) de vie s'inscrit la Commune de Cernex ?



Pour préserver et développer ses intérêts, la Commune de Cernex devrait-elle selon vous



Appartenance de Cernex à un bassin de vie selon l'ancienneté d'habitation

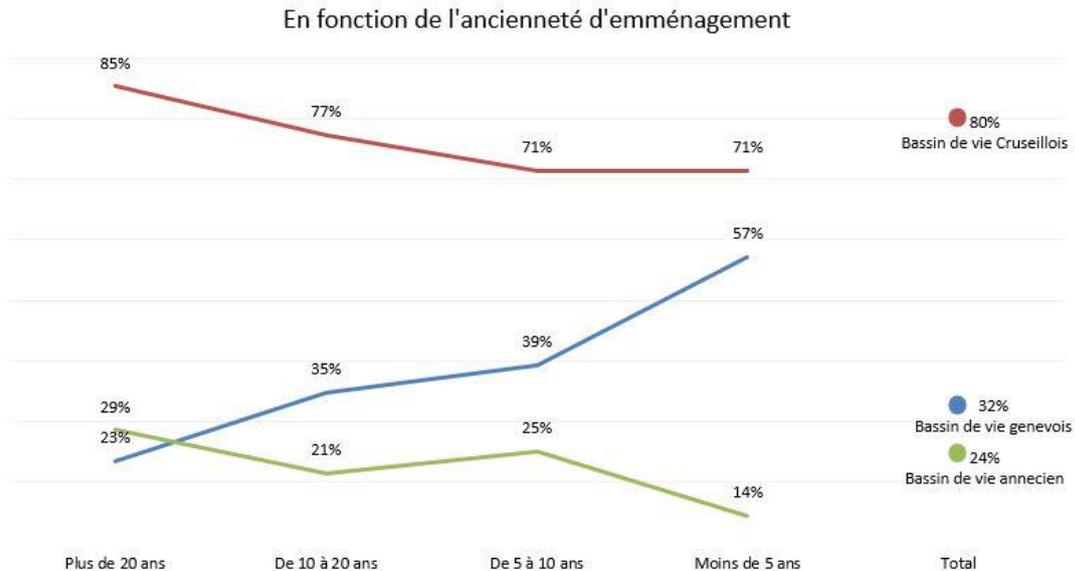


► 41,8% des répondants estiment que Cernex s'inscrit uniquement dans le bassin de vie cruseillois

Des mobilités déterminées par l'ancienneté d'habitation :

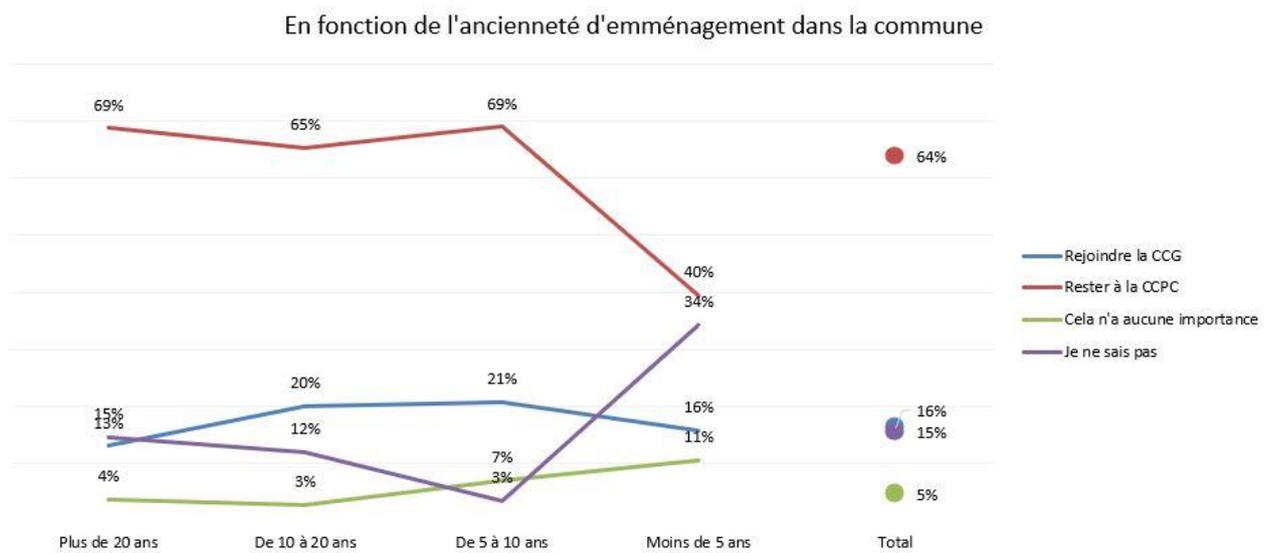
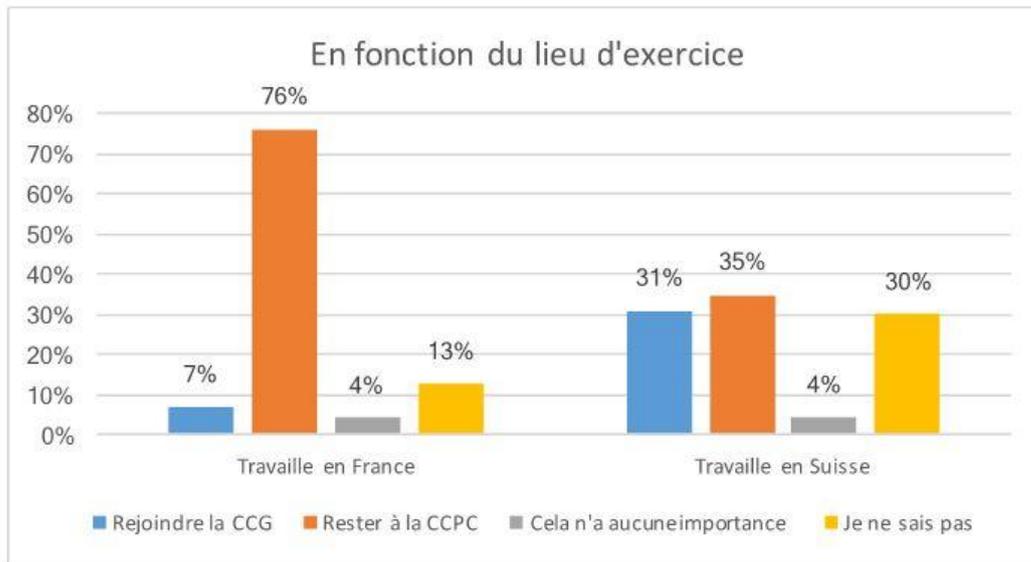
- Près de 6 habitants sur 10 estiment appartenir à plusieurs bassins de vie ;
- Une analyse dynamique montre un écart de perception significatif en matière de sentiment d'appartenance à un bassin de vie. Les plus « jeunes » du territoire épousent plus le bassin de vie de la CCG ;
- Le choix de la CCPC s'explique par 2 logiques argumentaires distinctes:
  - Une logique politique historiquement portée par la volonté de « maintenir » ou de préserver le territoire » ;

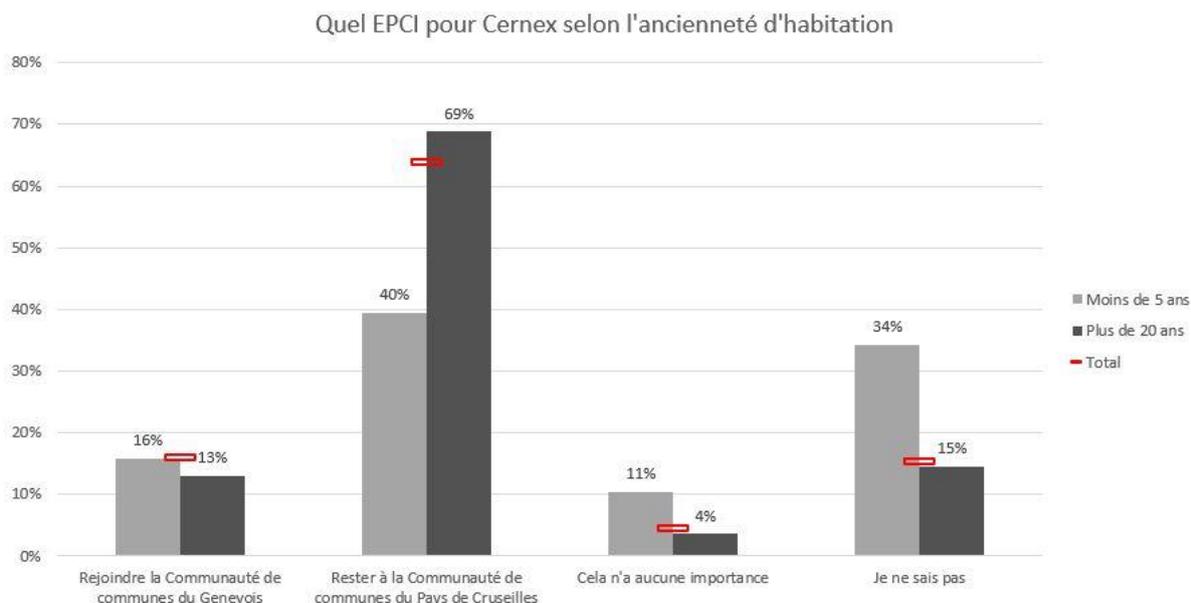
- Une logique de désinvestissement qui consiste à ne pas accorder d'importance majeure à cette question et donc de rester « en l'état ».
- ▶ Le cruseillois est le premier bassin de vie pour différentes raisons :
  - Une revendication identitaire et historique ;
  - Une correspondance au découpage intercommunal ;
  - Une identification de la commune « centre ».



Un sentiment d'appartenance déterminé par l'ancienneté d'habitation :

- ▶ Les anciens habitants ont un sentiment d'appartenance très fort au bassin de vie cruseillois ;
- ▶ Plus l'installation sur la commune est récente, plus le sentiment d'appartenance se tourne vers le bassin genevois (cruseillois et annecien diminuent) : les courbes s'inversent ;
- ▶ Avec le renouvellement de la population, l'avenir semble se tourner vers le bassin de vie genevois et se détourner du bassin annecien.





Un choix déterminé par l'adhésion à une association ou non, par le lieu d'exercice et par l'ancienneté d'habitation :

- ▶ Les répondants adhérents aux associations cernexiennes font plus largement le choix de rester à la CCPC (+ 17 points par rapport aux non-adhérents) ;
- ▶ Les répondants travaillant en France optent largement pour rester à la CCPC. Les répondants travaillant en Suisse ont des avis plus partagés (ou pas d'avis) : +24 points pour rejoindre la CCG par rapport aux travailleurs en France ;
- ▶ Les anciens optent plus largement pour rester à la CCPC et les nouveaux habitants sont plus partagés (1/3 n'ont pas d'avis sur la question).

Conclusion :

- ▶ Une commune en évolution, une logique à deux vitesses : quelle population est légitime pour construire l'avenir ? Comment prévenir une appropriation monopolistique de la parole publique ?
- ▶ Des enjeux forts en matière de développement territorial : choisir maintenant ou subir demain ?
- ▶ Une réflexion territoriale globale insuffisante par un manque de vision partagée ;
- ▶ Un hiatus démocratique entre mutation et logiques de résistances.